

Commission Entreprises et stratégies de marché

Avant-Projet Programme statistique 2012

	Page
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE	
Insee - Direction des statistiques d'entreprises	3
Département Répertoires, infrastructures et statistiques structurelles.....	3
Département Statistiques de court terme.....	10
Département Synthèses sectorielles	16
Insee - Direction des études et synthèses économiques - Division Enquêtes de conjoncture	22
Direction générale de la compétitivité de l'industrie et des services	
Sous-direction de la prospective, des études économiques et de l'évaluation (programme non disponible)	27
MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DEVELOPPEMENT DURABLE, DES TRANSPORTS ET DU LOGEMENT	
Commissariat général au développement durable	
Service de l'observation et des statistiques (SOeS)	
Sous-direction des statistiques des transports.....	28
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION, DE LA PÊCHE, DE LA RURALITÉ ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE	
Service de la statistique et de la prospective	37
Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture - DPMA	
Bureau des statistiques de la pêche et de l'aquaculture (BSPA).....	49
MUTUALITÉ SOCIALE AGRICOLE (MSA)	54
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE	
Direction générale pour la recherche et l'innovation	
Sous-direction des systèmes d'information et des études statistiques.....	69
MINISTÈRE DU BUDGET, DES COMPTES PUBLICS, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT	
Bureau des statistiques et études économiques de la DGDDI	69
BANQUE DE FRANCE	
Direction des entreprises.....	78

Pour information :

- l'avant-projet de programme 2012 du service producteur mentionné ci-dessous est présenté dans celui de la Commission Démographie et questions sociales :

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DES TRANSPORTS ET DU LOGEMENT

**Commissariat général au développement durable
Service de l'observation et des statistiques (SOeS)
Sous-direction des statistiques des transports**

- l'avant-projet de programme 2012 du service producteur mentionné ci-dessous est présenté dans celui de la Commission Environnement et développement durable :

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DES TRANSPORTS ET DU LOGEMENT

**Commissariat général au développement durable
Service de l'observation et des statistiques (SOeS)
Sous-direction des statistiques de l'énergie**

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

Insee

- Direction des statistiques d'entreprises
- . Département Répertoires, infrastructures et statistiques structurelles

1. Exposé de synthèse

Le DRISS (département répertoires, infrastructures et statistiques structurelles) est en charge de la production des statistiques structurelles ainsi que de la gestion des répertoires d'entreprises.

Lors de l'année 2012, beaucoup de travaux seront liés à la perspective de mieux prendre en compte l'unité entreprise (au sens « plus petite combinaison d'unités légales disposant d'une certaine autonomie de décision ») dans les statistiques produites, celles-ci s'appuyant à l'heure actuelle sur les unités légales..

Ceci se traduira par trois axes majeurs :

- mise en œuvre opérationnelle du répertoire statistique SIRUS ;
- travaux menés sur le profilage, à la fois des grands groupes mais aussi pour les groupes de tailles intermédiaire et petite ;
- intégration progressive de ces travaux dans le dispositif de production ESANE (élaboration des statistiques annuelles d'entreprises).

Par ailleurs, les efforts seront poursuivis pour faire appel encore davantage aux sources administratives : lors de l'année 2011, des travaux de réflexion vont être menés pour étudier la perspective d'une utilisation conjointe de la source fiscale et de données disponibles à la Banque de France sur les liaisons financières existant entre les sociétés, utilisation destinée à remplacer l'enquête Lifi que l'Insee mène à l'heure actuelle pour produire son système d'information sur les groupes.

Enfin, les travaux visant à l'amélioration globale du dispositif de production de statistiques sur les entreprises seront prolongés :

- extension de la collecte par internet pour les enquêtes menées auprès des entreprises : à l'heure actuelle, cette possibilité est offerte pour les enquêtes de conjoncture, pour les enquêtes sur les prix de vente industriels et des services, les enquêtes de fréquentation hôtelière, et pour l'enquête mensuelle sur l'activité des grandes surfaces alimentaires. Une généralisation de cette offre à d'autres enquêtes est envisagée, en particulier pour l'enquête sur les technologies de l'information et de la communication (TIC) ; des travaux seront également menés en 2012 sur le passage - en 2013 ou ultérieurement - sur internet de l'ESA (enquête sectorielle annuelle du dispositif ESANE) ;
- coordination du système statistique d'entreprises, avec le rôle de prestataire de services assuré sur la collecte et la diffusion d'informations sur les restructurations au travers de l'outil Citrus, l'animation du réseau des enquêteurs-entreprises ; la coordination est également menée au travers de l'animation du système statistique d'entreprises, grâce à la diffusion régulière de la Lettre du SSE, et grâce aux comités pléniers SSE et au comité directeur du SSE, qui assurent l'existence et le renouvellement d'une culture commune à l'ensemble du système statistique d'entreprises.

Le DRISS est également le référent à l'Insee en matière de nomenclatures d'activités et de produits, au travers de la division nomenclatures économiques. Un cycle de révision de ces

nomenclatures est prévu pour 2012 - 2013, et sera piloté par cette division ; cette révision devrait être plus légère que celle qui avait conduit à la mise en place de la NAFrév2.

Enfin, la réponse aux règlements européens est un axe structurant important des travaux. Le département est en effet concerné par trois règlements : le règlement SBS sur les statistiques structurelles d'entreprises y compris son annexe IX portant sur la démographie des entreprises, le règlement FATS, et le règlement répertoire et son règlement d'application sur les échanges de données dans le cadre du répertoire européen des groupes.

2. Travaux nouveaux pour 2012

2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes rénovées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

2.2. Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2012

En 2012, l'ensemble du processus statistique et informatique conduisant à la production de la base de données des liaisons financières inter-entreprises pourrait être revu de façon à s'appuyer sur les déclarations fiscales, ainsi que sur les données transmises par les entreprises à la Banque de France et relatives aux liens financiers existant entre sociétés, plutôt que sur celle de l'enquête Lifi. Cette dernière enquête pourrait alors être abandonnée, ce qui allégerait d'autant la charge qui pèse sur les entreprises. La date d'abandon de l'enquête Lifi dépendra des investigations menées en 2011 sur le sujet.

De la même façon, des réflexions menées en 2011 conjointement avec la DILA (direction de l'information légale et administrative, qui est une direction d'administration centrale des services du Premier ministre) pourraient permettre d'avancer sur un meilleur suivi des restructurations via l'exploitation de l'information légale diffusée par cette direction. A cette occasion, on réfléchira aux évolutions éventuelles à apporter à l'outil de suivi des restructurations (Citrus) pour une meilleure prise en compte des évolutions inter-annuelles.

Enfin, la prise en compte des données transmises par les entreprises à la direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI), dans le dispositif ESANE, est encore à l'étude. L'importance des échanges intra-groupes nécessite d'avoir une approche « globale » de ce phénomène (incluant certainement d'autres sources d'informations sur les groupes multinationaux) avant de décider d'intégrer la source douanière de manière définitive dans ESANE.

2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2012

Le processus ESANE est un des piliers du dispositif de statistiques d'entreprises, et constitue un dispositif complexe : à ce titre, des travaux d'études méthodologiques destinés à améliorer le processus de production (à la fois du point de vue des tâches des gestionnaires chargés du contrôle des données et du point de vue des statistiques produites) seront encore à l'ordre du jour en 2012.

Le projet SIRUS (Système d'identification au répertoire des unités statistiques) débouchera en 2012 sur la mise en place opérationnelle du répertoire statistique. Ce répertoire statistique permettra de centraliser les informations disponibles sur les entreprises, et de prendre en compte des unités « entreprises » différentes des unités légales et donnant plus de sens économique aux statistiques produites. Il s'appuiera en particulier sur les travaux menés sur le profilage des groupes. Il permettra également un suivi de la charge statistique pesant sur les entreprises, suivi qui n'est pas possible de façon simple à l'heure actuelle.

Après la pleine constitution de l'équipe en 2010, les années 2011 et 2012 seront celles où sera réalisé le profilage généralisé des groupes. La stratégie de profilage a été clairement définie en 2008.¹ Les traitements seront adaptés à chacune des trois catégories de groupes distingués selon la taille (principe du traitement différencié des trois cibles). Pour la centaine de grands groupes qui feront l'objet d'un traitement individuel (cible 1), le profilage doit être réalisé au plus tard en 2012 sur les comptes de 2011. Les plus petits groupes (cible 2) seront traités de façon automatique et leurs comptes basculés en bloc en même temps que la cible 1. Les comptes des groupes de taille intermédiaire seront basculés également en une seule fois mais nécessairement plus tard, pour bénéficier de l'expérience du traitement des deux autres cibles.

3. Opérations répétitives

Opérations répétitives	Unité responsable	Suivi (ne rien inscrire)	Observations
Enquêtes			
OFATS	Division PTGU		La division PTGU est maître d'ouvrage de cette enquête réalisée par le SSNE Caen
ESA	Service Esane de Nantes		Le Service Esane est responsable de la production Esane. La division Esane est responsable des relations amont avec les fournisseurs et aval avec les utilisateurs, ainsi que de l'animation de la démarche qualité mise en œuvre par le pôle. Les ESA des Dom sont gérées par 2 équipes : Basse-Terre (Dirag) et St Denis de la Réunion (Réunion).
LIFI	IRS		La réalisation de l'enquête dépendra des investigations menées en 2011
Exploitation de fichiers administratifs			
ESANE	Service Esane de Nantes		Le processus ESANE fusionne les données des ESA, des EAP et les données administratives (fichiers fiscaux et fichiers issus des DADS, via CLAP).
Créations mensuelles d'entreprises	Division IRS		
Défaillances mensuelles d'entreprises	Division IRS		
Restructurations	Division IRS		
Réalisation du bilan de la création d'entreprises de l'année écoulée	Division IRS		
Constitution des différents fichiers de la démographie des entreprises	Division IRS		
Autres travaux répétitifs			

¹ Note 44/DG75-E001, par Jean-Marc Béguin et Emmanuel Raulin, 21 mai 2008, présentée au comité de direction de l'Insee puis à l'interinformation *Statistiques d'Entreprises* du CNIS, 25 novembre 2008.

Profilage des groupes	Division PTGU		La centaine de plus grands groupes feront l'objet d'un suivi individuel ; les petits groupes feront l'objet de traitements automatiques, et les groupes de taille intermédiaire seront traités de façon semi-automatique, selon une méthode à définir en 2011.
Données SBS transmises à EUROSTAT	Div ESANE		
Alimentation en données annuelles de bases de données et de publications sur le thème de la démographie économique	Division IRS		On s'attachera, en particulier, à diffuser les éléments de l'équation démographique annuelle, au niveau national et au niveau régional

4. Allègement de la charge statistique des entreprises

La mise en place du processus Esane a contribué à un allègement notable de la charge de travail qui pèse sur les entreprises qui répondent aux enquêtes.

Il est prévu de mener le même genre d'opération pour la production d'informations sur les groupes, avec la perspective d'abandon de l'enquête liaisons financières (Lifi).

Enfin, le profilage conduit à un allègement de la charge statistique pesant sur les entreprises, l'interrogation étant menée au niveau d'une unité profilée et non au niveau des unités légales.

5. Aspects particuliers du programme 2011

5.1. Aspects « régionaux et locaux »

5.2. Aspects « environnement et développement durable »

5.3. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques »

5.4. Aspects « européens »

Le département est concerné par trois règlements : le règlement SBS sur les statistiques structurelles d'entreprises y compris via son annexe IX portant sur la démographie des entreprises, le règlement FATS, le règlement répertoire et son règlement d'application sur les échanges de données dans le cadre du répertoire européen des groupes.

Le règlement FATS a été voté en 2007 pour une mise en application en 2009 sur l'année de référence 2007. Ce règlement comprend deux volets : le volet Inward FATS (IFATS) sur l'activité en France des filiales de groupes étrangers et le volet Outward FATS (OFATS) sur l'activité à l'étranger (hors UE) des filiales de groupes français. La France répond à la partie IFATS à partir des données ESANE des filiales situées en France de groupes étrangers, et réalise une enquête statistique, intitulée OFATS, auprès des groupes français ayant des filiales à l'étranger.

L'enquête européenne Outward FATS interroge les têtes de groupes implantées en France sur leurs implantations à l'étranger. Après le succès d'une enquête pilote réalisée en 2009, l'enquête a reçu en 2010 le label d'enquête obligatoire pour cinq ans. En 2010, les méthodes de retraitement de cette enquête ont été fixées. Les premiers résultats seront publiés chaque année à partir de 2011.

Par ailleurs, dans le cadre du règlement « Répertoires d'entreprises et unités statistiques », le règlement d'application sur l'échange d'informations entre Eurostat et les États-membres prévoit l'échange d'informations avec l'objectif de mettre en place un répertoire européen des groupes (EGR : Eurogroup Register). Ce répertoire est construit, au départ, à partir des informations des bases de données privées (Dun and Bradstreet et Bureau Van Dijk). Ces informations sont ensuite validées ou modifiées par les INS. En 2009 et 2010, des études pilotes ont été menées dans le cadre des travaux d'Eurostat pour analyser l'intégration des données de l'EGR dans la base de données Lifi et mettre en place un processus pérenne d'échange entre l'EGR et Lifi. Ces travaux sont menés dans le cadre d'un ESSnet dont le pilotage est assuré par l'Istat. L'Insee participe au Steering group qui a pour fonction de valider les travaux réalisés par l'ESSnet et les résultats des études pilotes.

Concernant le règlement SBS pour sa part relative à la démographie d'entreprises, en plus de la réponse obligatoire faisant l'objet de l'annexe IX du règlement des statistiques structurelles, le département répondra, si possible en 2012, au programme volontaire soutenu par Eurostat pour la collecte de données spécifiques à la création et cessations des entreprises employeuses.

Enfin, l'Insee anime un ESSnet sur le profilage : pour harmoniser les procédures relatives à ce sujet, les instituts statistiques de l'Union européenne et Eurostat ont mis en place cet ESSnet qui a commencé ses travaux à la fin 2009. Ce groupe de travail vise à développer, sur un programme de quatre années, des méthodes communes et des outils partagés en matière de profilage, qui auront vocation à être appropriés par l'ensemble des pays de l'Union européenne. Outre l'Insee qui en assure la coordination, ce groupe réunit les instituts statistiques de six pays : Allemagne, Finlande, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse. Une de ses premières réalisations a été une *check list* récapitulant les procédures à accomplir pour le profilage spécifique des grands groupes, à partir de laquelle ont été examinés de façon harmonisée une dizaine de grands groupes multinationaux. Les résultats en ont été présentés lors d'un séminaire à Paris en juin 2010. Dans les prochaines années, les participants à l'ESSnet testeront la possibilité d'obtenir des grands groupes multinationaux une information sur leurs implantations dans les autres pays de l'Union européenne (liste des unités légales, possibilité d'une collecte de l'information sur les comptes de ces unités). Ces tests porteront sur 40 à 60 groupes multinationaux sur un délai de deux ans.

6. Diffusion des travaux

A partir de 2010, les modalités de diffusion des données produites dans le cadre de Esane pour les comptables nationaux sont entrées progressivement en régime de croisière. Les autres travaux diffusés sont récapitulés ci-dessous.

Opérations	Unité		Observations
Informations Rapides	créations mensuelles d'entreprises	REE (Sirene)	12 IR en 2012
Informations Rapides	défaillances mensuelles d'entreprises	Boddacc	12 IR en 2012
Insee 1ère	Bilan des créations 2011	REE (Sirene)	Janvier 2012
Insee résultats	Les entreprises majoritairement contrôlées par l'État au 1 ^{er} janvier 2012	RECME	Novembre 2012
Insee résultats	Les nouvelles entreprises créées en 2010	SINE	Janvier 2012
Insee résultats	Les auto-entreprises immatriculées en 2010	SINE auto-entrepreneurs	Avril 2012
Mise en ligne sur insee.fr de fichier détail	Les nouvelles entreprises créées en 2010	SINE	Janvier 2012

Mise en ligne sur insee.fr de fichier détail	Les auto-entreprises immatriculées en 2010	SINE auto-entrepreneurs	Avril 2012
Mises en ligne sur <i>Insee.fr</i> de fichier détail	sur le parc des entreprises et des établissements du secteur marchand non agricole	REE (Sirene)	Février 2012
Mises en ligne sur <i>Insee.fr</i> de fichier détail	sur les créations annuelles d'entreprises et d'établissements du secteur marchand non agricole	REE (Sirene)	Février 2012
Mises en ligne sur <i>Insee.fr</i> de fichier détail	parc des entreprises et parc des établissements appartenant à un champ partiel et complémentaire au secteur marchand non agricole	REE (Sirene)	Juin 2012

7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Annexe : liste des publications diffusées effectivement en 2010-2011

Opérations	Unité		Observations
Informations Rapides	créations mensuelles d'entreprises	REE (Sirene)	12 IR en 2010
Informations Rapides	défaillances mensuelles d'entreprises	Boddacc	12 IR en 2010
Insee 1ère	Bilan des créations 2009	REE (Sirene)	Janvier 2010
Insee résultats	Les entreprises majoritairement contrôlées par l'État au 1 ^{er} janvier 2010	RECME	Novembre 2010
Insee Résultats	résultats issus du dispositif SINE 2006 (1 ^{ère} et 2 ^{ème} vagues)	SINE	Décembre 2010
Mises en ligne sur <i>Insee.fr</i> de fichier détail	sur le parc des entreprises et des établissements du secteur marchand non agricole	REE (Sirene)	Février 2010
Mises en ligne sur <i>Insee.fr</i> de fichier détail	sur les créations annuelles d'entreprises et d'établissements du secteur marchand non agricole	REE (Sirene)	Février 2010

Mises en ligne sur <i>Insee.fr</i> de fichier détail	parc des entreprises et parc des établissements appartenant à un champ partiel et complémentaire au secteur marchand non agricole	REE (Sirene)	Juin 2010
Insee première	Bilan des créations 2010	REE (Sirene)	Janvier 2011
Insee Première	Quatre nouvelles catégories d'entreprises, une meilleure vision du système productif	Etudes des nouvelles catégories d'entreprises à partir des données de FICUS et de LIFI	Novembre 2010
Document de travail ou tableaux sur <i>insee.fr</i>	Premiers résultats de l'enquête OFATS 2007	OFATS pilote réalisée en 2009	Premier semestre 2011
Insee première	L'implantation des groupes français à l'étranger	OFATS	Été 2011
Insee première	Le poids des PME avec les nouvelles catégories d'entreprises	Etude menée à partir des données ESANE et LIFI	Été 2011
Mises en ligne sur <i>Insee.fr</i> de fichier détail	sur le parc des entreprises et des établissements du secteur marchand non agricole	REE (Sirene)	Février 2011
Mises en ligne sur <i>Insee.fr</i> de fichier détail	sur les créations annuelles d'entreprises et d'établissements du secteur marchand non agricole	REE (Sirene)	Février 2011
Mises en ligne sur <i>Insee.fr</i> de fichier détail	parc des entreprises et parc des établissements appartenant à un champ partiel et complémentaire au secteur marchand non agricole	REE (Sirene)	Juin 2011

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE
Insee
 - **Direction des statistiques d'entreprises**
 . **Département Statistiques de court terme**

1. Exposé de synthèse

Le département des statistiques de court terme (DSCT) gère aujourd'hui la plus grande partie des indicateurs infra-annuels produits par la direction : indices de la production industrielle (IPI), indice des nouvelles commandes dans l'industrie (Icom), observation des prix de l'industrie et des services (OPISE), indices de chiffres d'affaires (CA industrie, commerce, services), indices du coût de la construction (ICC) et indices des loyers (IRL, ILC). Seuls les indicateurs conjoncturels de démographie d'entreprises et les indices de prix agricoles sont élaborés ailleurs, en l'occurrence respectivement au DRISS et au DSS.

Suite à la reprise par l'Insee des fonctions statistiques du Sessi, le DSCT a aussi depuis 2010 la responsabilité de l'enquête annuelle de production (EAP) qui permet de produire des données de production industrielle en valeur et en quantités dans le cadre du règlement européen PRODCOM.

1.1 L'année 2012 verra la poursuite de la réécriture de l'ensemble des applications qui permettent la production de ces indicateurs de court-terme. Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'un des grands chantiers statistiques retenus pour le moyen terme 2009-2015 de l'Insee : le programme de rénovation avec mutualisation des indicateurs de court-terme d'entreprises (PRÉMICE).

Ce programme, qui concerne aujourd'hui deux directions de l'Insee : la direction des statistiques d'entreprise et la direction des études et synthèses économiques, a plusieurs objectifs :

- La réécriture de plusieurs applications devenues difficiles à gérer parce qu'anciennes et développées selon des standards aujourd'hui révolus ou avec des logiciels et langages qui ne sont ou ne seront bientôt plus supportés : c'est en particulier le cas des applications fonctionnant encore sur machines centrales IBM que l'Insee compte abandonner en 2012 (OPISE, IPI, ICOM TVA...); c'est également le cas des applications héritées du PSI (EB4, CIM4) pour la réalisation des enquêtes de branche et le calcul amont de l'IPI et de l'ICom;
- La maîtrise des coûts de maintenance de ces applications par :
 - le développement de modules-métiers communs à ces applications : tirages d'échantillons, gestion du précontentieux, exportation vers les bases de données Insee ou européennes, contrôles-redressements, archivage, calcul de révisions des indicateurs, désaisonnalisation, etc.
 - la mise en place d'une architecture informatique commune : logiciels, base de données, principes de développement, etc.
- La recherche d'une plus grande cohérence de ces divers indicateurs infra-annuels, entre eux bien entendu mais aussi avec les comptes nationaux et les enquêtes structurelles d'entreprises (dont EAP), par le recours à des méthodes intégrées, au même répertoire d'entreprises et à des nomenclatures gérées en commun.

Les enquêtes de conjoncture pour la direction des études et synthèses économiques et, au sein du DSCT, l'application produisant les indices de prix de l'industrie et des services ainsi que l'application produisant les indices de chiffres d'affaires ont été concernées dès 2010 par ce grand chantier. En 2011, l'ensemble de la chaîne produisant l'indice de la production industrielle et l'indice des commandes entrent dans ce programme de rénovation. Suivront à partir de 2012 les autres applications du département (indices du coût de la construction et des loyers) et celles du département des synthèses sectorielles (indices des prix agricoles).

1.2 Plusieurs travaux méthodologiques seront poursuivis ou entamés en 2012 :

- Les travaux de rénovation de la méthodologie des indices de chiffres d'affaires seront poursuivis ; ceux réalisés en 2011 auront permis de spécifier et de tester la prise en compte de la démographie des entreprises et la réalisation d'indices de branches. En 2012, on poursuivra ceux visant construire des indicateurs infra-annuels d'investissement et de valeur ajoutée ;
- La mise en place de l'EAP en 2008 ayant conduit à une révision sensible de la ventilation par branche de la valeur ajoutée, les pondérations de l'IPI seront révisées en 2011 pour prendre en compte les nouvelles séries des comptes nationaux en base 2005.
- Dans le cadre d'une Task Force du groupe de travail sur les indices de court terme, des travaux ont été entamés fin 2010 en vue d'introduire une révision annuelle et un chaînage des pondérations de l'IPI et des indices de prix de de l'industrie et des services. Ils seront poursuivis en 2011 et 2012.
- Le département poursuivra sa participation active aux groupes de travail européens en fonction des sollicitations d'Eurostat.

2. Travaux nouveaux pour 2012

2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes rénovées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

Enquêtes vraiment nouvelles : néant.

Rappelons que tous les indices de prix (de production et d'importation) de l'industrie et des services sont complètement rebasés tous les cinq ans, à raison de 20 % par an.

L'extension des indices de prix des services aux exportations d'une part, à certains services principalement destinés aux ménages d'autre part, constituent des domaines nouveaux, mais avec des techniques « traditionnelles » autant que possible.

Depuis 2010, l'indice du coût de la construction est calculé par des méthodes économétriques dites « hédoniques », dont les modèles sont revus et le cas échéant actualisés chaque année.

2.2. Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2012

Un gros travail, initié fin 2009, est en cours pour mieux exploiter les fichiers de déclarations de TVA afin d'une part de mieux prendre en compte la démographie des entreprises dans nos indicateurs conjoncturels et d'autre part de tenter de mettre en place des indicateurs de suivi de la valeur ajoutée et de l'investissement. Ce travail devrait déboucher fin 2011 ou début 2012.

2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2012

Outre la rénovation des applications du département dans le cadre du programme Prémice déjà évoquée dans l'exposé de synthèse, plusieurs travaux statistiques sont envisagés.

La directive ONU de 2007 qui définit le producteur comme le propriétaire de la matière première a été adoptée sans délai par Eurostat et appliquée progressivement aux indicateurs conjoncturels. En pratique, cette directive a été prise en compte dans l'enquête annuelle de production (EAP) qui a pris la place des anciennes enquêtes annuelles de branches en 2009. Depuis 2010, elle a également été prise en compte progressivement dans le dispositif OPISE et dans l'IPI, via la sélection du champ observé et dans le cas de l'IPI, par des liens explicites dans les enquêtes mensuelles, entre le contour des activités pour lesquelles on demande la production et les modes de production qui sont définis dans l'EAP.

L'intégration du cadre d'observation des évolutions de la production et des prix devrait également progresser en 2012. Dans de nombreuses branches de l'industrie pourtant fort diversifiées, l'indicateur de production mesuré dans les enquêtes est encore le nombre d'objets produits ou les quantités produites, alors que les organisations internationales (ONU) recommandent l'utilisation de valeurs déflatées. Les travaux d'intégration consistent d'une part à faire converger les arbres d'agrégation vers une structure emboîtée permettant d'observer via les EMB et OPISE des valeurs et des déflateurs portant sur la même activité, d'autre part à tester l'utilisation d'indicateurs déflatés dans l'IPI là où la méthode est appropriée et où les déflateurs idoines existent déjà.

3. Opérations répétitives

Opérations répétitives	Unité responsable	Suivi (ne rien inscrire)	Observations
Enquêtes			
Enquête annuelle de production	Division ESPRI		Enquête réalisée par le SSNE de Caen
Calcul de l'Indice de la Production industrielle(*)	Division ICA		Source : enquêtes mensuelles de branches réalisées par le SSNE, le SESP et des OPA.
Calcul de l'indice des commandes(*)	Division ICA		Source : enquêtes mensuelles de branches
Calcul des indices EMAGSA	Division ICA		Source : enquête EMAGSA, publication prévue en 2011.
Observation des prix (de production et d'importation) de l'industrie(*)	Division IPIS		Source : enquête mensuelle OPISE dans l'industrie
Observation des prix de production des services(*)	Division IPIS		Source : enquête trimestrielle OPISE dans les services
Exploitation de fichiers administratifs			
Calcul des indices de chiffre d'affaires(*)	Division ICA		Pour l'Industrie, la construction et le tertiaire, source TVA
Autres travaux répétitifs			
Calcul de l'indice de référence des loyers	Division IPIS		Calcul trimestriel à partir de données IPC.
Calcul de l'indice trimestriel du coût de la construction	Division IPIS		Calcul trimestriel à partir de techniques hédoniques sur les données de l'enquête ICC-PRLN réalisées par le SOeS.
Calcul de l'indice trimestriel des loyers commerciaux	Division IPIS		Calcul trimestriel à partir de données IPC, ICC et TVA.

(*) Conformément au règlement STS d'Eurostat

4. Allègement de la charge statistique des entreprises

- 2010-2011 : L'adoption de la méthodologie hédonique pour l'indice du coût de la construction a été accompagnée d'une forte simplification des questionnaires dont la taille est passée de quatorze à six pages pour le collectif.
 - 2010 : poursuite de la dématérialisation de la collecte de l'EAP avec un objectif d'un taux de réponse par internet supérieur à 90%
 - 2010 : mise en place progressive de la collecte par Internet de l'enquête EMAGSA.
 - 2009 : première année de réalisation de l'EAP avec suppression de l'EAE et de l'EAB
 - 2008 : arrêt de l'enquête PCA.

5. Aspects particuliers du programme 2012

5.1. Aspects « Territoires »

Néant

5.2. Aspects « environnement et développement durable »

En 2011, les activités 36 (captage, traitement et distribution d'eau), 37 (collecte et traitement des eaux usées) et 38 (collecte, traitement et élimination des déchets) de la section E liée à l'environnement auront été couvertes par le dispositif OPISE.

5.3. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques »

Néant

5.4. Aspects « européens »

Les opérations statistiques menées dans le cadre de l'enquête annuelle de production (EAP) s'inscrivent dans un cadre européen et contribuent à la réponse française au règlement sur les statistiques structurelles et au règlement PROCOM.

A l'exception de l'ICC, qui devrait en toute logique être prévu dans l'annexe B du règlement STS n°1165/98, et des autres indices relatifs à la construction, tous les indices de prix collectés par la division IPIS dans le dispositif OPISE répondent au susdit règlement, dans ses annexes A et D.

Les indices de production industrielle, de commandes et de chiffre d'affaires sont couverts par le règlement européen relatif aux statistiques conjoncturelles (règlement STS). L'enquête Emagsa n'est pas couverte par ce règlement mais son exploitation devrait permettre en 2011 d'améliorer l'indice à 30 jours du commerce qui est fourni en application du règlement.

6. Diffusion des travaux

Opérations	Unité	Prévision	Observations
Publication annuelle des résultats de l'EAP sur insee.fr	Division ESPRI	Productions industrielles en nomenclature PRODFRA	
<ul style="list-style-type: none"> Informations Rapides Mise en ligne sur insee.fr Envoi à Eurostat 	Division IPIS	Indices de prix de production et d'importation dans l'industrie	11 IR en 2011, entre le 30 du mois m+1 et le 2 du mois m+2
<ul style="list-style-type: none"> Informations Rapides Mise en ligne sur insee.fr Envoi à Eurostat 	Division IPIS	Indices de prix de production dans les services	4 IR en 2011, vers le 30 du mois T+3
<ul style="list-style-type: none"> Informations Rapides Mise en ligne sur insee.fr 	Division IPIS	Indice de référence des Loyers	4 IR en 2011 (janvier, avril, juillet et octobre)
<ul style="list-style-type: none"> Informations Rapides Mise en ligne sur insee.fr 	Division IPIS	Indice du coût de la construction	4 IR en 2011 (janvier, avril, juillet et octobre)
<ul style="list-style-type: none"> Informations Rapides Mise en ligne sur insee.fr 	Division IPIS	Indice des loyers commerciaux	4 IR en 2011 (janvier, avril, juillet et octobre)
<ul style="list-style-type: none"> Informations Rapides Mise en ligne sur insee.fr Envoi à Eurostat 	Division ICA	Indice de la production industrielle	12 IR en 2011, le 10 de chaque mois
<ul style="list-style-type: none"> Informations Rapides Mise en ligne sur insee.fr Envoi à Eurostat 	Division ICA	Indice des commandes	12 IR en 2011, le 20 de chaque mois

<ul style="list-style-type: none"> • Informations Rapides • Mise en ligne sur insee.fr • Envoi à Eurostat 	Division ICA	Indices de chiffre d'affaires dans l'industrie et la construction	12 IR en 2011, vers le 5 de chaque mois
<ul style="list-style-type: none"> • Informations Rapides • Mise en ligne sur insee.fr • Envoi à Eurostat 	Division ICA	Chiffre d'affaires dans le commerce de détail et les services personnels	12 IR en 2011, vers le 5 de chaque mois
<ul style="list-style-type: none"> • Informations Rapides • Mise en ligne sur insee.fr • Envoi à Eurostat 	Division ICA	Chiffre d'affaires dans le commerce de gros et divers services aux entreprises	12 IR en 2011, vers le 5 de chaque mois

7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Annexe : liste des publications diffusées effectivement en 2011-2012

Opérations	Unité	Prévision	Observations
<ul style="list-style-type: none"> Informations Rapides Mise en ligne sur <i>insee.fr</i> et <i>indicespro.insee.fr</i> Envoi à Eurostat 	Division IPIS	Indices de prix de production et d'importation dans l'industrie	22 IR en 2011-2012, aux environs du 30 du mois m+1
<ul style="list-style-type: none"> Informations Rapides Mise en ligne sur <i>insee.fr</i> et <i>indicespro.insee.fr</i> Envoi à Eurostat 	Division IPIS	Indices de prix de production dans les services	8 IR en 2011-2012, vers le 30 du mois T+3
<ul style="list-style-type: none"> Informations Rapides Mise en ligne sur <i>insee.fr</i> Envoi à Eurostat 	Division ICA	Indice de la production industrielle	24 IR en 2011-2012, le 10 de chaque mois
<ul style="list-style-type: none"> Informations Rapides Mise en ligne sur <i>insee.fr</i> Envoi à Eurostat 	Division ICA	Indice des commandes	24 IR en 2011-2012, le 20 de chaque mois
<ul style="list-style-type: none"> Informations Rapides Mise en ligne sur <i>insee.fr</i> Envoi à Eurostat 	Division ICA	Indices de chiffre d'affaires dans l'industrie et la construction	24 IR en 2011-2012, vers le 2 de chaque mois
<ul style="list-style-type: none"> Informations Rapides Mise en ligne sur <i>insee.fr</i> Envoi à Eurostat 	Division ICA	Chiffre d'affaires dans le commerce de détail et les services personnels	24 IR en 2011-2012, vers le 3 de chaque mois
<ul style="list-style-type: none"> Informations Rapides Mise en ligne sur <i>insee.fr</i> Envoi à Eurostat 	Division ICA	Chiffre d'affaires dans le commerce de gros et divers services aux entreprises	24 IR en 2011-2012, vers le 5 de chaque mois
Informations Rapides et mises en ligne sur <i>insee.fr</i>	Division IPIS	Indice de référence des Loyers Loi 2008-111	8 IR en 2011-2012 vers le 10 des mois de janvier, avril, juillet et octobre)
Informations Rapides et mises en ligne sur <i>insee.fr</i>	Division IPIS	Indice du coût de la construction	8 IR en 2011-2012 vers le 10 des mois de janvier, avril, juillet et octobre
Informations Rapides et mises en ligne sur <i>insee.fr</i>	Division IPIS	Indice des loyers commerciaux Loi 2008-776	8 IR en 2011-2012 vers le 10 des mois de janvier, avril, juillet et octobre

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INDUSTRIE ET DE L'EMPLOI

Insee

- Direction des statistiques d'entreprises

. Département Synthèses sectorielles

1. Exposé de synthèse

2012 devrait se situer dans le prolongement de l'année 2011 pour deux aspects assez différents :

-la poursuite d'un meilleur éclairage de questions de développement durable avec la réalisation (en totalité ou en partie) d'une enquête sur les consommations d'énergie des établissements du tertiaire (ECET) après celle sur l'implication des entreprises en matière de responsabilité sociale et sociétale (EnDD) dont les résultats devraient être disponibles à l'été 2012 ;

- la mise en application d'un fonctionnement courant de l'articulation entre le dispositif ESANE et les besoins notamment sectoriels de la comptabilité nationale, à l'occasion de la production des résultats de l'année 2010 et de la réalisation des comptes semi-définitifs puis définitifs correspondants.

Parallèlement commenceront à être mis en œuvre ou expertisés les outils nécessaires à la prochaine base des comptes fondée sur l'année 2010 (à paraître en 2014) : au delà des résultats à attendre de l'enquête ECET pour mieux évaluer les consommations intermédiaires d'énergie, une enquête sur les taux de marge par produit est à prévoir de manière encore éventuelle à ce stade (car sa nécessité et son ciblage dépendent de travaux d'analyses en cours en 2011), tandis que les retours sur les premiers profilages devraient servir à mieux définir les options à retenir pour l'articulation avec les comptes.

Les demandes européennes orienteront très fortement les enquêtes thématiques qui seront réalisées en 2012, d'abord à cause des enquêtes répondant à des besoins inscrits dans des règlements - innovation (CIS), TIC, EACEI, sans oublier les enquêtes d'hébergements touristique destinées à fournir des informations mensuelles autant qu'annuelles.

Mais au delà des obligations, le programme de 2012 manifeste le souci d'explorer en concertation avec d'autres pays européens des aspects importants des problématiques : ainsi sur la thématique de la mondialisation, l'appréhension de la chaîne de valeur dans l'internationalisation de la production.

Ces développements doivent aller de pair avec une évolution de la structure de production dans une perspective de rationalisation : un effort d'analyse devra ainsi être fait en 2012 pour rendre moins coûteuse la production de statistiques touristiques et rationaliser l'offre de partenariat régional, parallèlement à la concentration progressive du traitement des enquêtes à ce sujet.

2. Travaux nouveaux pour 2012

2.1 Enquêtes vraiment nouvelles, renouvelées, ou de périodicité supérieure à un an

Au titre des enquêtes thématiques, il convient de signaler les projets suivants :

L'extension de l'enquête sur les technologies de l'information et de la communication aux entreprises de moins de 10 personnes employées (**TIC-10**) demandée par le CNIS dans l'avis d'opportunité 2010 sera réalisée pour la première fois en 2012. Elle peut être considérée comme une enquête à part entière compte-tenu de la taille qu'il faut prévoir (de l'ordre de 12000Q) avec un questionnaire qui sera aménagé en s'inspirant des exemples européens et simplifiant le questionnaire des entreprises de taille plus grande. Des tests sont prévus en 2011 à ce sujet. Cette enquête n'aura probablement lieu que tous les deux ans par la suite.

L'enquête sur les consommations d'énergie des établissements du tertiaire (**ECET**) sera présentée en opportunité en mai 2011. Préparée en concertation avec le Soes, elle portera sur tous les établissements (quelle que soit la taille) des entreprises du tertiaire hors santé, éducation, transports. Elle vise à disposer d'une base large d'évaluation de ces consommations, et de leurs principaux déterminants. Elle donnera une assise ex ante aux évaluations des politiques qui seront mises en

oeuvre, et servira à améliorer la consommation intermédiaire d'énergie dans les base 2010 des comptes nationaux qui sera diffusée en 2014. De premiers résultats seraient produits avant l'été 2013.

Compte-tenu de la taille nécessaire (de l'ordre de 24.000Q envisagés), il se pourrait que cette enquête soit réalisée en 2012 et 2013 en deux vagues définies par leur champ sectoriel si les contraintes de charge de production de l'Insee le nécessitent. Il se peut aussi que sa réalisation implique de ne pas interroger en 2012 les entreprises sur leurs investissements antipollution en 2011.

L'enquête **contours de réseau** sera révisée pour être étendue à des réseaux plus petits et intégrer une méthode d'actualisation du répertoire.

Les deux opérations suivantes sont encore à l'état d'esquisse à la date du 1^{er} mars 2011 :

Pour répondre également aux besoins de la base 2010 des comptes nationaux, des réflexions sont en cours sur la manière d'appréhender les **marges commerciales** par produits (portant sur des secteurs du commerce et certains secteurs industriels) **en articulation avec l'ESA commerce**. Elles peuvent conduire à prévoir une enquête ponctuelle plus ou moins importante, éventuellement ciblée sur certains secteurs commerciaux ou conçue comme une enquête de validation de méthode. Ce projet reste à **préciser** pour un avis d'opportunité à l'automne 2011.

En s'insérant dans le cadre de réflexions européennes (sur la base du volontariat) sur **l'internationalisation de la production et la répartition de la chaîne de valeur**, une enquête est envisagée sur ce sujet : elle s'inspirera de l'enquête stratégie d'internationalisation en envisageant les liens possibles avec l'enquête OFATS. Un séminaire européen est prévu en mai-juin 2011 pour lancer les réflexions sur cette enquête. Dans le cas où elle resterait envisagée au niveau européen en 2012, elle serait soumise en opportunité à l'automne 2011.

Par ailleurs des travaux préparatoires seront menés pour les enquêtes nouvelles ou renouvelées envisagées en 2013 sur l'année de constat 2012, à savoir :

- les enquêtes sur les déchets dans le commerce (avec une partie à tester améliorant l'appréhension du recyclage suite au rapport au parlement sur le sujet) et dans l'industrie (en incluant dans le champ les établissements à partir de 10 sal),
- l'enquête communautaire biennale sur l'innovation (CIS 2012).

LISTE DES ENQUETES DONT LE PASSAGE EN OPPORTUNITE EST PREVU EN 2011

Intitulé	Date de début de collecte prévisionnelle	Type	Périodicité	Remarques
<i>Titre de l'enquête</i>	<i>Date prévue pour le démarrage de la collecte</i>	<i>1 Nouvelle ou renouvelée 2 : Rééditée avec une périodicité > 1 an 3 : Reconduites par un nouvel avis opportunité</i>	<i>1 Ponctuelle ou pluri-annuelle 2 Annuelle 3,4, 5 infra-annuelles</i>	
<i>ECET consommation d'énergie dans le tertiaire</i>	<i>2^{ème} trimestre 2012</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>Enquête établissements</i>
<i>Marges commerciales</i>	<i>Septembre 2012</i>			<i>Éventuel Champ à déterminer en fonction de travaux en cours En Articulation avec ESA</i>
<i>Internationalisation et chaîne de valeur</i>	<i>Fin 2012-2013</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>Éventuel en 2011 Dans un cadre de GT européen</i>

2.2. Exploitations nouvelles ou renouvelées de fichiers administratifs pour 2012

Initiés en 2011, les travaux sur le fichier fiscal Tascom concernant les établissements commerciaux de plus de 400 m2 seront poursuivis afin d'alimenter une base d'information sur les équipements qui

servira à produire des statistiques permettant un suivi régulier de l'équipement commercial, conformément aux demandes de la commission des comptes du commerce.

2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2012

Concernant le dispositif d'enquêtes sur les hébergements touristiques, il est à noter que 2012 sera la première année d'exploitation mensuelle courante de l'enquête sur les autres hébergements collectifs. Sur l'ensemble de ces enquêtes et particulièrement l'enquête hôtels, du fait de la centralisation de leur gestion sur un nombre plus restreint de sites, des travaux de réflexion seront menés en 2012 pour voir comment optimiser les échantillons et redéfinir l'offre d'extensions aux partenaires locaux.

Les premiers retours des opérations de profilage seront l'occasion de réfléchir à l'impact sur les évaluations de la production et les méthodes à choisir pour définir le niveau de la base 2010 à venir des comptes nationaux (publiée en 2014).

3. Opérations répétitives

Opérations répétitives	Unité responsable	Observations
Enquêtes		
Enquête sur les technologies de l'information et de la communication (10 personnes employées et plus)	Division DIET(Ind. et études transversales)	Enquête répondant à un règlement européen, avec ajustement annuel du questionnaire. Echantillon 12000 entreprises Voir 2.1 pour les moins de 10 salariés
Enquête sur les consommations d'énergie (EACEI)	Division DIET	
<i>Enquête Antipol</i>	<i>Division DIET</i>	<i>Il se peut qu'elle ne soit pas réalisée en 2012 (cf. 2.1)</i>
Enquêtes entreprises sur le tourisme : Hôtels, campings autres formes d'hébergement	Division services et pôle Languedoc-Roussillon	Voir 2.3
Autres travaux répétitifs		
Comptes de l'agriculture, de l'industrie, du commerce, des services	Toutes les divisions du DSS	
Indices des prix agricoles (IPPAP, IPAMPA, IPGA)	Division agriculture	

4 Allègement de la charge statistique des entreprises

RAS

5 Aspects particuliers du programme 2012

5.1 « territoires »

Des extensions régionales sont réalisées pour les enquêtes sur les hébergements touristiques (actuellement les hôtels) dans le cadre de partenariats, de manière à disposer d'information sur des zones d'intérêt local.

5.2 Développement durable

L'Enquête sur les consommations d'énergie des établissements du tertiaire (**ECET**) fait partie du programme de moyen terme pour mieux appréhender le développement durable. Elle complète le champ de l'industrie sur lequel porte l'EACEI. On peut aussi rappeler pour mémoire que l'enquête sur les investissements antipollution relève de la problématique du développement durable.

Par ailleurs, il est à signaler que la première publication sur l'enquête les entreprises et le développement durable (EnDD) collectée fin 2011 interviendra à l'été 2012.

5.3 Évaluation des politiques publiques

L'Enquête sur les consommations d'énergie des établissements du tertiaire (ECET) est destinée à servir de base d'analyse pour les aspects énergétiques de la politique de développement durable sur ce secteur. L'EACEI est traditionnellement utilisée à cette fin dans l'industrie.

Les résultats de l'enquête sur les entreprises et le développement durable (à paraître à l'été 2012 pour cette enquête réalisée fin 2011) serviront aussi de base pour l'analyse de l'implication des entreprises en matière de responsabilité sociale et sociétale.

5.4 Aspects européens

Les enquêtes CIS et TIC sur les plus de 10 personnes employées relèvent des obligations d'un règlement européen. Il en est de même des enquêtes EACEI et Antipol (dans le cadre du règlement sur les statistiques de l'énergie et du règlement SBS), et des enquêtes tourisme.

À la date du 1^{er} mars 2011, la révision du règlement sur les statistiques du tourisme est actuellement en discussion au conseil et au parlement européen.

L'enquête TIC sur les moins de 10 personnes employées et l'enquête envisagée sur l'internationalisation de la production et la répartition de la chaîne de valeur relèvent aussi d'opérations discutées au niveau européen, mais qui n'ont pas de caractère obligatoire.

6 Diffusion des travaux

Les premiers résultats des enquêtes thématiques réalisées en 2011 (TIC, EACEI, Antipol, CIS, EnDD) seront rendus publics (IP, résultats internet...). Leurs fichiers détail devraient être rendus potentiellement accessibles aux utilisateurs avant la fin d'année 2012 sous réserve qu'ils obtiennent l'accord du comité du secret.

7 Suivi des travaux prévus au programme moyen terme

Opérations	unité	prévision	observations	suivi

Annexe : Publications réalisées en 2010

Titre	Type de diffusion (*)	Enquête concernée	Date de diffusion	Remarques
Prix des produits agricoles	1/3	Enquêtes SSP et divers	mensuel	
Résultats touristiques hébergements	1/3/4 (eurostat)	Enquête insee sur les hôtels et les campings	Mensuel, semestriel	Publications mensuelles via DGCIS (tourisme.fr) Semestriel site insee
Le Tourisme en France en 2009	3 et 4	Enquête insee sur les étabts d'hébergements 2009	Mai 2010	Publication insee et DGCIS
Comptes				
Dossiers (DT) comptes du commerce (pour la CNCC)	4 /5		Juin 2010 déc 2010	
Le commerce en 2009 : Baisse de l'activité et de l'emploi	3/ 5	CA3, Comptes	Nov 2010	
Le commerce en France édition 2010	3 et 4/	Multi sources (ESANE, CA3, Dads, douanes...)	Nov 2010	
Dossiers (DT) comptes des services (pour la CNCS)	4/5		Juin 2010 Déc 2010	
2009 l'activité des services marchands regresse	3/5	CA3, Comptes	Juin 2010	
L'agriculture en 2009 en France et en Europe : baisse des p rix et des rev.	3/	Comptes, Eurostat	Juin 2010	
Dossiers (DT) comptes de l'agriculture (pour la CNCA)	4 /5		Juin 2010 Déc 2010	
Comptes prévisionnels de l'agriculture en 2010	3/4	Comptes	Déc 2010	
Les IAA un marché intérieur à maturité	3/4	Comptes	Février 2010	
Les transports en 2008	3/4	comptes	Avril 2010	
Autres				
L'industrie en France édition 2009	3 et 4	Comptes, ESANE...	mai 2010	Réalisé par la DGCiS.. édition 2009
Résultats sur les cons. d'énergie dans l'ind.	2	EACEI 2009	Juillet 2010	
Résultats sur les inv. antipollution	2	Antipol 2009	Novembre 2010	
les déchets non dangereux de l'ind. en 2008	2/3	Enquête déchets 2008	Juillet 2010	<i>Puis 3/(IP) en février 2011</i>
Les petits restaurants ne sont pas dans leur assiette	3/4	Comptes, Suse	Mars 2010	
Le commerce de proximité	3/4	Répertoire Sirene et divers	Mai 2010	
Les services marchands aux part. s'implantent dans le rural	3	Répertoire Sirene	Juillet 2010	
Les réseaux de l'habillement	3	Enquête sur les réseaux 2008	Juin 2010	
Les réseaux de services	3	Enquête sur les réseaux 2008	Juin2010	
Les relations contractuelles au sein des réseaux du commerce	3	Enquête sur les réseaux 2008	Aout 2010	
Les parts de marché des réseaux du commerce	5	Enquête sur les réseaux 2008	Nov 2010	Séminaire reseaux sous l'égide du CNIS
l'internet haut débit se généralise dans les entreprises	3/	Enquête TIC 2009	nov. 2010	
Livraison données TIC	1/Eurostat	Enquête TIC 2010	Oct 2010	

2010				
<i>Résultats détaillés TIC 2010</i>	3	<i>Enquête TIC 2010</i>	<i>Paru Fév 2011</i>	
Les sociétés innovantes de 10 salariés et plus	3/1eurostat	Enquête CIS sur 2008	juillet 2010/octobre 2010	

(*)

- 1 alimentation de processus aval (comptes nationaux, Eurostat, bases multi sources...)
- 2 données détaillées, base de données, fichiers détail
- 3 4pages, indicateurs, indices
- 4 synthèses, analyses, publications de référence,
- 5 valorisation, communication, séminaire, conférence

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

Insee

- Direction des études et synthèses économiques
- . Département de la conjoncture
- . Division des enquêtes de conjoncture

1. Exposé de synthèse

Les travaux statistiques de la division des enquêtes de conjoncture continueront à porter sur l'introduction d'innovations de gestion, en vue notamment d'améliorer, de simplifier et de moderniser l'actuel dispositif de production et de valorisation des enquêtes de conjoncture de l'Insee, dans le cadre du système européen harmonisé des enquêtes de conjoncture.

Le premier axe important concerne les investissements en cours en vue de refondre l'application informatique Conjoncture. Ce projet s'inscrit dans une démarche de mutualisation de services et de méthodes, dans le cadre du programme PREMICE (« Programme de REfonte Mutualisée des Indicateurs Conjoncturels d'Entreprise »).

Le deuxième axe porte sur l'allègement des coûts de gestion des enquêtes de conjoncture. Avec le portage sur internet du questionnaire de l'enquête trimestrielle de conjoncture dans la promotion immobilière d'ici la fin du premier semestre 2011, toutes les enquêtes de conjoncture auprès des entreprises gérées directement par l'Insee seront en 2012 en ligne. Par ailleurs, les efforts très importants consentis en 2010 pour élever le taux de réponse par Internet ont permis des gains de saisie substantiels. Ils seront poursuivis en 2011 et en 2012. Selon les résultats obtenus, un dispositif de lecture optique des questionnaires des enquêtes pourra être mis en œuvre à l'horizon 2012.

Par ailleurs, l'intégration européenne pourra se traduire par de nouvelles demandes. Des travaux pourraient ainsi être lancés sur la couverture du secteur des services et les thèmes abordés, une possible extension au secteur du commerce de gros, le statut et la propriété des données, et les progrès dans l'harmonisation européenne des questionnaires d'enquêtes.

2. Travaux nouveaux pour 2012

2.1 Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes rénovées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

Sans objet.

2.2 Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2011

Sans objet.

2.3 Les autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2012

Les travaux statistiques prévus pour 2012 porteront notamment sur l'introduction de nouvelles innovations de gestion, en vue d'améliorer, de simplifier et de moderniser l'actuel dispositif de production et de valorisation des enquêtes de conjoncture de l'Insee, dans le cadre du système européen harmonisé des enquêtes de conjoncture. Il s'agit de :

- Continuer à promouvoir la réponse des entreprises par Internet, de manière à alléger la tâche de gestion des enquêtes de conjoncture ;
- Poursuivre la mise en œuvre de la refonte de l'application Conjoncture dans une démarche de mutualisation, dans le cadre du programme PREMICE (« Programme de REfonte Mutualisée des Indicateurs Conjoncturels d'Entreprise »), dans l'optique d'obtenir une application modulaire s'appuyant sur des briques communes à d'autres applications. L'étude préalable du projet « Conjoncture 2 » prévoit ainsi qu'à la fin 2012, le premier des 5

lots prévus (correspondant à la gestion des données de référentiel, des données administratives relatives aux entreprises et au transfert sous SAS des réponses brutes des entreprises) aura été validé et que le lot 2 (correspondant au traitement relatifs à l'intégration et la reprise des réponses Internet, aux routages, au suivi de la collecte, aux contrôles et redressements de premier niveau et suivi des contrôles effectués, à la gestion du journal des événements, à l'exportation des réponses vers les régions et à l'aide en ligne) sera livré ou sur le point de l'être.

Par ailleurs, et toujours au cours de l'année 2012, les travaux du groupe des experts nationaux des enquêtes de conjoncture coordonnés au niveau de la Commission européenne par la DG-ECFIN pourraient porter sur la couverture du secteur des services et les thèmes abordés, une possible extension au secteur du commerce de gros, le statut et la propriété des données, et les progrès dans l'harmonisation européenne des questionnaires d'enquêtes.

3. Opérations répétitives

3.1 Enquêtes

En 2012, la division effectuera les opérations statistiques ci-après :

Opérations répétitives	Unité responsable	Suivi	Observations
Enquêtes			
Enquête mensuelle de conjoncture dans le commerce de détail et le commerce et la réparation automobile.	Division enquêtes de conjoncture.		Enquête européenne obligatoire.
Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie.	Division enquêtes de conjoncture.		Enquête européenne obligatoire.
Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie du bâtiment.	Division enquêtes de conjoncture.		Enquête européenne obligatoire.
Enquête mensuelle de conjoncture dans les services.	Division enquêtes de conjoncture.		Enquête européenne obligatoire.
Enquête bimestrielle de conjoncture dans le commerce de gros.	Division enquêtes de conjoncture.		Enquête non européenne obligatoire.
Enquête trimestrielle sur les investissements dans l'industrie.	Division enquêtes de conjoncture.		Enquête européenne obligatoire.
Enquête trimestrielle dans les travaux publics.	FNTP, en collaboration avec l'Insee.		Enquête européenne obligatoire.
Enquête trimestrielle de conjoncture dans l'artisanat du bâtiment.	Division enquêtes de conjoncture.		Enquête non européenne non obligatoire.
Enquête trimestrielle de conjoncture dans la promotion immobilière.	Division enquêtes de conjoncture.		Enquête non européenne non obligatoire.
Enquête semestrielle sur la situation de trésorerie dans l'industrie.	Division enquêtes de conjoncture.		Enquête non européenne non obligatoire.
Exploitation de fichiers administratifs			
Sans objet			
Autres travaux répétitifs			
Sans objet			

4. Allégement de la charge statistique des entreprises

Les enquêtes de conjoncture, de nature essentiellement qualitative, ne constituent pas une charge très importante pour les entreprises : la réponse aux questionnaires de conjoncture les plus importants excède rarement le quart d'heure.

5. Aspects particuliers du programme 2012

5.1 Aspects « régionaux et locaux »

Les aspects régionaux des enquêtes de conjoncture sont traités par la Direction de la diffusion et de l'action régionale, en liaison avec les Directions régionales de l'Insee.

5.2 Aspects « environnement et développement durable »

Sans objet.

5.3 Aspects « évaluation des politiques sociales publiques »

Sans objet.

5.4 Aspects « européens »

La plupart des enquêtes nationales de conjoncture font partie du système européen harmonisé des enquêtes de conjoncture de la Communauté européenne. Les résultats agrégés sont transmis et valorisés à la Commission européenne, par la Direction générale des affaires économiques et financières.

6. Diffusion des travaux

Toutes les sorties d'enquêtes font l'objet d'une publication dans les *Informations Rapides*, mises en ligne sur le site internet de l'Insee : <http://www.insee.fr>, depuis la mi-2009 au format rénové sur 2 pages.

Les résultats détaillés des enquêtes de conjoncture européennes sont également diffusés sur le site internet de la Commission européenne :

http://ec.europa.eu/economy_finance/db_indicators/surveys/time_series/index_en.htm

ou de l'OCDE, à l'adresse : <http://www.oecd.org/std/bt-coi/coordination>

Les résultats des enquêtes de conjoncture sont mobilisables à partir de la Banque de Données Macroéconomiques (BDM), depuis le site internet de l'Insee.

En outre, l'analyse des résultats des enquêtes de conjoncture est à l'origine de fiches, encadrés et dossiers publiés régulièrement dans les *Notes et Point de Conjoncture*. Certains travaux plus approfondis font l'objet de publications ponctuelles dans des revues d'économie.

Enfin, la méthodologie est précisée dans des volumes publiés dans la collection Insee Méthodes, en version bilingue français/anglais, mis à disposition sur le site internet de l'Insee.

Le site de collecte et de consultation des résultats par internet :

<https://entreprises.insee.fr/eCollecte/accueilConjoncture.jsp>

et le Portail entreprises : <http://entreprises.insee.fr>

enrichissent les informations conjoncturelles (nationales, européennes et internationales) mises à disposition des entreprises et des internautes.

7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009 - 2013

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi
S'intégrer dans le dispositif européen harmonisé des enquêtes de conjoncture et répondre aux évolutions de la demande européenne.	Division enquêtes de conjoncture.	Selon demandes de la Commission européenne.	Opération en continu.	Opération en continu.
Rationaliser le dispositif de production statistique pour contenir les coûts et les charges du programme d'enquêtes.	Division enquêtes de conjoncture.	(1) Étudier la possibilité d'introduire un dispositif de lecture optique des questionnaires.	(1) Cible : mise en œuvre éventuelle en 2012 (selon le taux de réponse par internet).	(1) Rédaction éventuelle d'un appel d'offre en 2011.
Apporter une contribution croissante à l'élaboration du diagnostic conjoncturel.	Division enquêtes de conjoncture.	(1) Diffuser de nouveaux indicateurs synthétiques. (2) Adapter le dispositif de publication. (3) Standardiser les Informations Rapides. (4) Valoriser les résultats de la collecte d'août introduite en 2008.	(1) Cible atteinte. (2) Cible atteinte. (3) Cible atteinte (4) Cible : au cours du moyen-terme.	(1) Diffusion d'un indicateur du climat des affaires de l'économie française et d'un indicateur de retournement de l'économie française depuis janvier 2009. Diffusion d'un indicateur de retournement dans le secteur des services en janvier 2011. (2) Diffusion des Informations Rapides mensuelles et bimestrielle, le même jour, simultanément à celle de la nouvelle Information Rapide sur les indicateurs de climat des affaires et de retournement conjoncturel, en janvier 2009. (3) Publication des informations rapides sous un format standardisé de deux pages (4) Au cours du moyen terme. (5) À compter de mars 2010, l'ensemble des enquêtes mensuelles de conjoncture auprès des entreprises est dorénavant publié à 8h45, le même jour.

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi
Améliorer la qualité des indicateurs existants et compléter l'information sur la qualité des indicateurs publiés.	Division enquêtes de conjoncture.	Tout au long du moyen-terme.	Opération en continu.	Opération en continu.
Finaliser le programme de collecte par internet et de mise en ligne des résultats.	Division enquêtes de conjoncture.	Mettre en ligne les deux dernières enquêtes de conjoncture.	(1) Enquête Investissements dans l'industrie : mise en ligne en juillet 2009. (2) Enquête Promotion immobilière : début 2011.	(1) Opération achevée. (2) Opération dont l'achèvement est programmé pour le premier semestre 2011.
Moderniser l'application informatique.	Division enquêtes de conjoncture.	Projet de refonte de l'application Conjoncture dans une démarche de mutualisation, dans le cadre du programme PREMICE.	Finaliser le projet au cours du moyen-terme.	Rédaction de l'expression des besoins en 2009. Rédaction de l'étude préalable en 2010.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE
- Direction générale de la compétitivité de l'industrie et des services
. Sous-direction de la prospective, des études économiques et de l'évaluation

Programme non disponible

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DES TRANSPORTS ET DU LOGEMENT
Service de l'observation et des statistiques (SOeS) - Sous-direction des statistiques sur les transports

1 – exposé de synthèse

Le contexte :

Le programme de travail du SOeS en matière de statistiques sur les transports est assez fortement déterminé par les règlements européens et les recommandations du rapport du CNIS sur l'inventaire des besoins d'information dans les transports (2007) ainsi que par les demandes exprimées par la Commission des comptes des transports.

Il est également influencé par l'ouverture du transport ferroviaire à la concurrence et par la nécessité de fournir des éléments relatifs aux transports à un niveau plus localisé de manière à accompagner les Dreals en matière de diffusion statistique régionale voire plus localisé encore.

Il s'inscrit dans la poursuite de la rationalisation des travaux avec l'abandon de la programmation systématique d'enquêtes thématiques auprès des entreprises et le rapprochement avec l'Insee dans le domaine des prix.

Connaissance des véhicules et des transports routiers

La mise en production totale et sécurisée et la gestion de sidiv (système d'information décisionnel sur l'immatriculation des véhicules, remplaçant du Fichier central des automobiles) sont une priorité ainsi que l'utilisation des contrôles techniques pour estimer le parc effectif localisé et les km que ces véhicules parcourent annuellement. Cet outil doit devenir le pilier du système statistique sur les véhicules routiers, leur usage et leurs externalités.

Le bilan de la circulation routière qui rassemble et met en cohérence les données sur le parc de véhicules, la circulation routière et la consommation de carburants est en cours de rénovation. Une mission sera menée dans le but d'inventorier et préparer la collecte d'informations sur la circulation hors réseau national. L'objectif de moyen terme est non seulement d'améliorer la qualité du bilan produit nationalement, mais également de le régionaliser et de le scinder en circulation locale et circulation longue distance.

Outre l'exploitation permanente de TRM, la production de l'enquête VUL rénovée viendra appuyer la connaissance de l'usage de ces véhicules estimés à environ dix fois le parc de PL et plus de 10% du transport national de marchandises. Une enquête « 2RM » sur l'usage des deux-roues motorisés est en préparation et devrait être réalisée en 2012. La mise en commun des résultats de l'enquête TRM au niveau européen offre des opportunités qui ne sont pas encore assez exploitées et qu'il conviendra de creuser.

Meilleure connaissance de l'intermodalité

La multimodalité est un axe majeur de la politique des transports. En matière d'information statistique, cela conduit à rechercher une meilleure connaissance des opportunités offertes par les infrastructures d'une part, par celle de flux complets des chaînes de transport d'autre part.

Pour les marchandises, l'alimentation de la base de donnée SITRAM sera enrichie avec les flux de transport maritime, et son alimentation sécurisée avec la mise en œuvre d'une convention avec VNF et la publication de l'arrêté statistiques ferroviaires.

La recherche de connaissance des entrepôts avec la sécurisation du processus de constitution du répertoire des entrepôts, la mise en œuvre d'une enquête d'amélioration du répertoire et d'une seconde édition de l'enquête sur leur activité devrait permettre de disposer en 2012 d'un panorama complet de cette activité qui constitue le cœur de la logistique, occupe de l'ordre de 500 mille salariés et structure les opportunités de transfert modal.

Dans le domaine des voyageurs, l'ENTD continuera d'être exploitée à l'occasion et fera l'objet d'un archivage et mise à disposition. Débutera également un travail de préparation des dispositifs futurs de connaissance de la mobilité des ménages dans la mesure où l'existence de telles enquêtes lourdes nationales pourrait être compromise à l'avenir. L'idée est de constituer à partir de sources multiples une information nationale régulière sur l'évolution de la mobilité des ménages (panel SDT, recensement de la population, enquêtes ménages-déplacements, bilans de la circulation...).

La base de données SITRAV sera à désormais enrichie chaque année avec les données du Recensement de la population et exploitée de manière à connaître de façon permanente à un niveau agrégé l'évolution des distances et modes utilisés pour les migrations alternantes. Ce thème sera approfondi en 2011 notamment dans une étude sur l'étalement urbain.

Connaissance des territoires et indicateurs de développement durable

Ces dernières années ont vu la problématique adressée à la sous-direction des statistiques de transports évoluer vers une demande d'information de plus en plus localisée. La sous-direction poursuivra et intensifiera les transmissions d'informations statistiques sur les Transports et la logistique aux Dréals. En particulier, les échéances fixées lors du débat VRAL (Vallée du Rhône, Arc Languedocien) conduisent à la création d'un observatoire sur ce périmètre (étendu à l'axe méditerranéen) qui devrait servir de laboratoire pour la détermination des besoins et la tentative de rassemblement sur le plan national d'informations locales.

Les résultats de l'Enquête Transit seront diffusés en 2011-2012 fournissant une base importante d'information sur les véhicules routiers circulant à travers les Alpes, les Pyrénées et La Manche. Les travaux sur l'étalement urbain et la ville durable se poursuivront dans le domaine des transports avec l'exploitation du RP, de l'enquête nationale transports et la participation aux fiches « ville durable » du SOeS (SIDIV, RP et également à terme données sur la qualité de l'offre de transports).

Économie des transports

Le rapport sur les comptes des transports établit chaque année le bilan complet de la situation économique du secteur, et au delà liée à l'activité des transports et de la logistique. Il a été consolidé en 2010 avec l'introduction d'indicateurs de suivi du Grenelle de l'environnement, du transport par conteneurs et investissements internationaux. En 2011 il verra aboutir la reconstruction du Compte satellite des transports qui met en regard l'ensemble des dépenses et des recettes générées par l'activité de transport par secteur institutionnel mode par mode.

Les conditions sociales (emploi, salaires et durée du travail) dans les transports et en particulier dans le transport routier donneront lieu à des diffusions plus régulières ainsi qu'à une extension du champ d'analyse de la durée du travail au transport routier de voyageur. La diffusion des résultats trimestriels et annuels de l'emploi et du marché du travail a déjà fait, en 2010 l'objet d'une amélioration sensible.

L'intégration des données d'Esane dans le rapport de la Commission et dans des études et synthèses du SOeS ou d'autres services du ministère constituera une étape importante de la réorganisation du système statistique d'entreprises. Le travail sur les indices de prix du Fret et de la logistique se poursuit au SOeS et son extension devrait aboutir en 2012. Les indices demandés dans le cadre du règlement STS sont désormais effectivement fournis à Eurostat et publiés en France. Une réflexion doit être menée pour créer un indice du prix du fret ferroviaire ouvrant la possibilité de production d'un indice d'ensemble.

Dans le domaine du prix du transport de voyageurs, la DGAC mettant en place un indice concernant le transport aérien, le SOeS est invité à élaborer un indice similaire dans le domaine du transport ferroviaire longue distance.

Dans le domaine du suivi de la conjoncture, la prise en compte de l'extension de l'enquête services au TRM réalisée par l'Insee sera valorisée par le SOeS. La note de conjoncture devrait être réorganisée de manière à mieux mettre en lumière les évolutions en valeur ou prix en complément des évolutions en volume et du tissu productif (entreprises, emploi) déjà bien suivis.

Transports et développement durable

L'enquête TRM pourrait être modifiée marginalement sur deux aspects : meilleure connaissance de la consommation effective des poids-lourds alimentant ainsi une base de données mise à disposition

des professionnels via l'Observatoire Énergie-Environnement des Transports (OEET) d'une part, de la desserte des ports maritimes pour l'étude des parts modales des hinterlands des ports d'autre part.

Facteur essentiel du choix modal des acteurs économiques pour leur transport, la qualité de l'offre de transport sera étudiée avec la constitution d'un groupe de travail (CCTN, Certu, PCI TdQ) en vue de produire des indicateurs de qualité de l'offre de transport à analyser dans le cadre du rapport rendu à la Commission des comptes des transports, mais aussi, éventuellement plus tard dans le cadre des fiches « ville durable ».

2 – travaux nouveaux pour 2012

2.1 – enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

Enquête sur l'utilisation des véhicules 2-roues motorisés. Cette enquête est motivée par une absence actuelle totale d'information autre que la seule ENTD insuffisante pour éclairer la connaissance de l'accidentalité (exposition au risque d'accident).

Extension (possible) de l'enquête chronotachygraphe aux conducteurs de transport en commun de personnes employées par les entreprises de transport routier de voyageurs (NAF 49.39). Cette extension répond à la recommandation R20 du rapport du CNIS sur les besoins d'information dans les transports.

Mise en place (possible) d'un indice de prix du transport ferroviaire longue distance de voyageurs : à l'instar des travaux menés par la DGAC sur le transport aérien, le SOeS pourrait mettre en place un robot tarifaire allant collecter des informations sur les prix de voyages à longue distance par train de manière à constituer un indice de prix. Cette réalisation répondrait à une partie de la recommandation R13 du rapport du CNIS sur les besoins d'information dans les transports.

Mise en place (possible) d'un indice de prix du transport ferroviaire de marchandises : des premiers contacts devraient être pris avec les principaux chargeurs (industriels) utilisateur de fret ferroviaire de manière à produire un indice de prix du transport ferroviaire de marchandises. Ce travail ne s'inscrit pas dans le cadre du règlement européen STS, mais vise à répondre à une partie de la recommandation R13 du rapport du CNIS sur les besoins d'information dans les transports et permettrait de constituer à terme un indice d'ensemble du prix du transport de fret et de la logistique.

2.2 – exploitations nouvelles ou renouvelées de fichiers administratifs pour 2012

L'arrêté sur les statistiques ferroviaires permettra une collecte nouvelle d'information extrêmement détaillée auprès de l'ensemble des opérateurs ferroviaires et gestionnaires d'infrastructures. Cette collecte d'information répondra à une partie des recommandations R2, R3 et R4 du rapport du CNIS sur les besoins d'information dans les transports.

L'utilisation des données des Contrôles techniques sera généralisée de manière à connaître un parc de véhicules routiers de bonne qualité à un niveau géographique, technique (âge des véhicules...) détaillés permettant d'estimer des km totaux parcourus et des impacts environnementaux robustes ainsi qu'un meilleur calibrage des échantillons d'enquêtes sur l'utilisation des véhicules.

2.3 – les autres travaux statistiques nouveaux ou renouvelés prévus pour 2012

Calcul **d'indicateurs de qualité de service** dans le cadre de la Commission des comptes des transports. Ces indicateurs seraient produits à partir d'informations recueillies auprès des autorités organisatrices de transports (grandes agglomérations, régions) en vue de répondre à la recommandation R19 du rapport du Cnis sur les besoins d'information dans les transports. Travaux de récupération d'information sur la circulation routière sur le réseau routier départemental.

3 – opérations répétitives

Opérations répétitives	Unité responsable	observations
------------------------	-------------------	--------------

Enquêtes :		
Enquêtes / indices trimestriels de prix des services de transport de marchandises	SOeS/ST2	transport routier, transport fluvial, transport aérien, transport maritime, manutention-entrepotage
Enquête trimestrielle sur l'activité de la messagerie	SOeS/ST2	
Enquête sur l'activité des opérateurs ferroviaires	SOeS/ST1	Sera remplacée par une collecte administrative, mais la partie relative aux opérateurs de transport combiné pourrait perdurer.
Enquête permanente sur l'utilisation des véhicules de transport routier de marchandises (TRM)	SOeS/ST1	
Enquête sur le suivi de la demande touristique (SDT)	Insee / SOeS-ST1	Enquête cofinancée le SOeS. La partie transport n'a pas donné lieu à publication en 2009 (sur 2008) suite à une rupture dans la continuité temporelle et parce que l'ENTD apportait une information plus précise en structure.
Enquête permanente sur la durée du travail des conducteurs routiers de marchandises (chronotachygraphes)	SOeS/ST3	marché Alyce-Sofréco
Enquête annuelle sur les transports collectifs urbains de province (TCU)	Certu	Hors loi de 51
Enquête annuelle sur les transports collectifs départementaux (TCD)	Certu	Hors loi de 51
Panel carburants	SOeS / ADEME	Hors loi de 51 - marché Kantar-World Panel
Panel Parc-auto	ADEME / CCFA	Hors loi de 51- marché Sofres
Enquête sur l'activité des entrepôts	SOeS/ST2	
Enquête nationale passagers aériens	DGAC/DTA	
Exploitation de fichiers administratifs		
Statistiques de l'activité de la navigation intérieure	VNF	
Base de données portuaires	DGITM/PTF4	
Base de données sur la flotte de commerce française	DGITM/PTF4	
Fichier central des automobiles	SOeS/ST1	
Répertoire des entrepôts	SOeS/ST2	
Fichier des remontées mécaniques	DGITM/SGAS	
Autres travaux répétitifs		
Système d'information sur les transports de marchandises (SitraM)	SOeS/ST1	Sera ajouté en 2010-2011 le transport maritime selon les mêmes règles que les modes terrestres.
Système d'information sur les transports de voyageurs (SitraV)	SOeS/ST1	
Mémento statistique des transports	SOeS/ ST1	
bulletin mensuel de statistique transports (BMST)	SOeS/ ST3	
Séries longues des comptes des transports de la nation	SOeS/ST3	

4 – allègement de la charge statistique des entreprises

Mobilisation de sources administratives (avis n°5) : concernant les enquêtes sectorielles auprès des entreprises, la mise en œuvre d'Esane par l'Insee en remplacement des enquêtes annuelles d'entreprises précédemment réalisées par le SOeS ainsi que l'arrêt après deux années d'existence de l'enquête thématique sur l'activité des entreprises de transport a conduit à une réduction de plus d'un

tiers de la charge liée à ces enquêtes pour les entreprises de transport. Cette réduction provient d'une part de la mobilisation des sources administratives par l'Insee, d'autre part de la réduction du nombre de variables demandées et enfin de la réduction de l'échantillon des entreprises interrogées. La réduction est plus marquée pour les grandes entreprises que pour les petites.

L'estimation du kilométrage parcouru par les bus et cars et du parc en service permise par la mobilisation conjointe du Fichier central des automobiles et les résultats des contrôles techniques de ces véhicules permet également de ne pas reprendre l'enquête permanente sur l'utilisation des véhicules de transport de voyageurs (TRV) tout en retrouvant un niveau d'information, certes inférieur à celui de l'enquête mais suffisant pour mieux connaître l'activité en volume de cette branche d'activité. Le même type de recherche sur l'utilisation des véhicules utilitaires légers, plus complexe du fait d'une périodicité différente des contrôles techniques, de leur plus grand nombre et de la plus grande diversité de leurs usages permettra d'alléger l'enquête sur l'utilisation des véhicules utilitaires légers qui se préparera au cours de l'année 2010 (pour réalisation en 2011).

Dématérialisation de la collecte (avis n°6) : la collecte de l'enquête TRM est désormais ouverte à la collecte par internet. L'enquête sur les entrepôts a été dès sa première version collectée au choix, soit par voie postale, soit par internet. Dans le cas de cette enquête, le questionnaire internet est rigoureusement le même que la version papier et la logistique de collecte (envoi d'un courrier postal d'annonce) est la même. En 2011, une fiche d'information indiquant aux entreprises une méthode pour extraire directement de leurs systèmes de gestion de « CMR » (documents administratifs obligatoires) les éléments les plus lourds recueillis dans le cadre TRM sera élaborée.

5 – aspects particuliers du programme 2012

5.1 – aspects « régionaux et locaux »

L'analyse des transports à un niveau géographique plus détaillé que la métropole s'impose désormais, en particulier dans les démarches de territorialisation du grenelle de l'environnement et de recherche d'indicateurs territorialisés de développement durable. La sous-direction des statistiques des transports recherchera, en collaboration avec les autres sous-directions du SOeS, la DGITM (direction des infrastructures de transports et de la mer), l'IGN, le Sétra et les directions inter-départementales des routes à mettre en place des indicateurs d'occupation de l'espace et de densité de trafic.

5.2 – aspects environnementaux et développement durable

Diverses demandes résultent de la mise en place d'un suivi des suites du grenelle de l'environnement. Les demandes concernent notamment l'évolution des parts modales du transport routier, l'ouverture d'infrastructures (en particulier de transport collectifs en site propre) et d'émissions de polluants et gaz carbonique (à travers notamment les demandes résultant de l'observatoire énergie-environnement des transports créé à la suite du grenelle).

Le suivi des immatriculations de voitures particulières neuves par classe d'émission de CO₂ ainsi que les émissions kilométriques moyennes sont désormais publiées régulièrement. Les travaux sur le fichier central des automobiles (désormais appelé également SIDIV) permettent d'alimenter le kit développement durable réalisé par l'Insee et le SOeS à destination des chargés d'études régionales.

Le rebasement du bilan de la circulation vise en particulier à mieux rendre compte de la consommation de carburants par les véhicules routiers.

La mise en place prévue de statistiques par tranche de distance parcourue de transport par mode vise à éclairer les décideurs sur le partage modal des déplacements. Cette segmentation rend plus pertinent le suivi des parts modales outil privilégié pour réduire les externalités liées aux transports.

5.3 – aspect évaluation des politiques sociales publiques

néant

5.4 – aspects européens

Des discussions devraient être entreprises avec Eurostat pour améliorer la fourniture d'informations issues des enquêtes européennes TRM afin de mieux suivre le cabotage routier et le transport international qu'il soit d'échange avec la France ou simplement en transit.

6 – suivi des travaux prévus au programme moyen terme 2009-2013

opérations	unité	prévisions	observations	suivi
l'amélioration de la connaissance des échanges internationaux de marchandises et du transport domestique associé, notamment dans ses aspects intermodaux (connaissance des <i>hinterlands</i> portuaires)	DGITM, SOeS	2011-2012	Les travaux entrepris sur l'exploitation des statistiques collectées auprès des ports pour reconstituer des t et t.km (équivalent routier et maritime) entre dans cette perspective	
l'amélioration de l'information sur la circulation routière, passant notamment par la préservation de l'information relative au réseau décentralisé, en particulier la circulation automobile en milieu urbain et la consolidation de la connaissance des origines/destinations des flux d'automobiles	SOeS, Sétra	2012-2013	Le projet de décret prévu par la loi de décentralisation est suspendu ; le SOeS entreprend une démarche coopérative avec les conseils généraux.	
la connaissance des origines/destinations finales et des prix pratiqués en transport aérien	DGAC	2009/2010	réalisé ; l'indice de prix est en cours de finalisation	
la mise en place d'un système d'information sur la logistique au sens « organisation des transports » à travers notamment la mise en place d'une enquête permanente sur l'activité des entrepôts	SOeS	2009/2010	Répertoire initialisé début 2010, 1 ^{ère} enquête réalisée en avril-juillet 2010	
Le suivi du transport combiné (notamment dans le ferroviaire) et des unités de transport intermodal	SOeS, DGITM	2009/2010	- Côté transport ferroviaire, modification de l'enquête auprès des opérateurs, - Côtés ports, travaux sur l'« hinterland » des ports et construction des indicateurs de part modale - Exploitation des différentes données sur le transport de conteneurs → publié dans une nouvelle fiche du Rapport CCTN - Exploitation des données de SITRAM sur le partage trains complets/Wagons isolés dans le transport ferroviaire	

L'amélioration de la qualité des statistiques en matière de transports en commun et notamment pour ce qui concerne les origines destinations de voyageurs. Un effort de suivi de l'offre de service et de sa qualité devra être réalisé	SOeS, Certu	2012	Groupe de travail de la CCTN mis en place sur la qualité dans le transport en commun du voyageurs	
mobilisation des informations relatives aux péages routiers et autoroutiers			retard	
mise en place d'une enquête permanente avec le soutien de l'ONISR, sur l'utilisation des <u>deux-roues motorisés</u>	SOeS	2012	l'enquête ne sera pas permanente mais périodique. 1 ^{er} réalisation en 2012, résultats en 2013	
Produire et diffuser des statistiques de transport ferroviaires de marchandises intégrant l'ensemble des opérateurs	SOeS	2010	Fait : transmission à Eurostat et publication <i>in</i> Rapport de la CCTN et BMST, système en cours d'adaptation pour permettre une diffusion de statistiques plus complètes (type de marchandises transportées, origines destinations)	
Exploitation de l'enquête nationale transports et déplacements	SOeS, Inrets, Insee...	2009-2010	fait	
Amélioration de la qualité de l'enquête Certu sur les transports en commun (Base GART-Certu)	Certu			
Suivi de l'exploitation des panels : Parc Auto, Carburants et SDT	SOeS/DGCIS	2011	L'enquête SDT a évolué intégrant pleinement les voyages à la journée, En 2011, le questionnaire évoluera à nouveau	
Réorganisation d'une enquête sur l'utilisation des véhicules utilitaires légers (VUL) mobilisant les contrôles techniques, approfondissant la connaissance des marchandises transportées	SOeS	2011	publication en 2012 des résultats	

7 – diffusion des travaux

La politique de diffusion du SOeS consiste à mettre sur internet l'ensemble de la production statistique (Chiffres et statistiques (ex Informations rapides), Points sur (ex 4 pages), Références...) et des rapports ou présentations.

La mise à disposition de données sous la forme de cubes Beyond sera poursuivie, notamment pour les immatriculations et le parc de véhicules et l'enquête TRM. Sera également entreprise la mise en ligne de fichiers détail de l'enquête nationale transport et déplacements.

Annexe : liste des publications diffusées effectivement en 2010-2011

Enquête TRM :

- résultats mensuels dans le bulletin mensuel de statistiques transports
- résultats trimestriels dans les Chiffres et statistiques (délai fin trimestre T+1)
- résultats annuels détaillés (2009)
- résultats annuels européens 2009 : « Le point sur » mars 2011

Enquête auprès des opérateurs ferroviaires :

- résultats trimestriels dans le bulletin mensuel de statistiques transports (depuis le 1^{er} trimestre 2009)
- résultats annuels 2009 fournis à Eurostat.

Fichier central des automobiles, immatriculations :

- résultats mensuels et trimestriels dans le bulletin mensuel de statistiques transports,
- résultats trimestriels dans les chiffres et statistiques
- résultats mensuels, trimestriels et annuels détaillés sur internet (fichiers excel et Beyond)

Fichier central des automobiles, parc :

- Bilan des immatriculations liées à la prime à la casse en 2009, « Le point sur » (avril 2010)
- Parc au 1^{er} janvier 2010 et circulation des bus et cars en 2009 (Chiffres et statistiques juin 2010)

Enquête nationale transport et déplacements :

- tableaux sur la mobilité régulière et locale, sur la mobilité longue distance et sur les véhicules des ménages sur internet,
- analyse de la mobilité des ménages, la Revue du CGDD décembre 2010

Enquête thématique 2008 sur l'activité des entreprises de transport:

- Consommation et économies d'énergie dans le secteur des transports en 2008 dans Chiffres & statistiques (août 2010)
- Clientèle des entreprises de transport de fret en 2008 dans Chiffres & statistiques (août 2010)

Rapports de la Commission des comptes des transports de la nation

- pré-rapport sur les comptes 2009 : avril 2010
- rapport sur les comptes 2009 : août 2010
- pré-rapport sur les comptes 2010 : à paraître avril 2011

Marché du travail et emploi dans le transport et la logistique

- chiffres et statistiques trimestriel (résultats publiés 1^{ère} quinzaine du trimestre T+2)

Conjoncture des transports (Chiffres et Statistiques)

- note de conjoncture (C&S trimestriel publié 1^{ère} quinzaine T+2)
- bulletin mensuel de statistiques

Indice de la production de service de transports

- publication trimestrielle dans la collection Chiffres et Statistiques (1^{ère} semaine trimestre T+2)

- Méthodologie de l'indice IPST (publication dans Études et Documents, décembre 2010)
Indice de Prix des transports de fret et logistique (indices des prix du transport routier, fluvial, aérien, maritime de marchandises, de l'entreposage, de la manutention, de la messagerie) : chaque trimestre dans le courant du 3^{ème} mois qui suit la fin du trimestre dans la collection chiffres et statistiques

Activité trimestrielle dans la messagerie : chaque trimestre dans le courant du 3^{ème} mois qui suit la fin du trimestre dans la collection chiffres et statistiques

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION, DE LA PÊCHE, DE LA RURALITÉ ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

- Service de la statistique et de la prospective (SSP)

1. Exposé de synthèse

Les travaux statistiques qui seront menés en 2012 par le service de la statistique et de la prospective (SSP) sont très largement déterminés par les obligations statistiques européennes mais également par des besoins d'utilisateurs nationaux avec une orientation forte vers la fourniture d'informations et d'analyses nécessaires pour le développement de réflexions en matière sociale, économique et environnementale, pour l'aide au pilotage, pour la conduite et l'évaluation de politiques publiques et pour l'élaboration d'études prospectives dans les domaines de compétence du ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire.

En particulier le SSP continuera à adapter son système d'information et ses analyses de manière à répondre le mieux possible au besoin d'information exprimé notamment sur des sujets émergents. Dans la continuité des actions des années précédentes, la statistique agricole maintiendra ses exigences sur la qualité des productions, son souci d'accroître la visibilité de ses travaux et sa recherche d'efficacité par des actions faisant évoluer les outils, les méthodes, l'organisation et les modes de communication au sein de son réseau.

Le programme de travail statistique du SSP 2012 comporte une partie importante imposée par des **règlements européens**. Une grande partie est ainsi constituée de travaux répétitifs qui permettent de suivre et connaître **l'utilisation du territoire**, les **structures de production** et les **activités** des exploitations agricoles, des industries agricoles et alimentaires, des exploitations forestières et des scieries, des coopératives de transformation et de commerce de gros de produits agricoles et alimentaires, **les productions végétales et animales**, **les productions agro-alimentaires (PRODCOM)**, les **comportements fins des secteurs** (les consommations d'énergie dans les industries agricoles et alimentaires, les consommations et productions d'énergie dans les exploitations agricoles, les dépenses pour protéger l'environnement dans les industries agricoles et alimentaires, les thématiques d'innovation, de diffusion et d'utilisation des technologies de l'information et de la communication, les pratiques culturelles dans les exploitations agricoles...), **les indices de production et de prix** (l'Indice des prix des produits agricoles à la production (IPPAP), l'Indice de la production industrielle (IPI), le prix des consommations intermédiaires des agriculteurs).

En 2012 **de nouvelles enquêtes statistiques seront mises en place ou préparées**. Elles permettront à la fois de se conformer à des règlements européens mais également de réfléchir, d'anticiper ou de suivre des politiques publiques. Ainsi le SSM de l'agriculture va lancer plusieurs enquêtes pour répondre au besoin de suivi et de calcul d'indicateurs pour l'évaluation **des progrès des plans d'action ministériels découlant du Grenelle de l'Environnement** (Ecophyto 2018, objectif Terre 2020 ou le Plan énergétique des exploitations agricoles), comme pratiques culturelles en cultures légumières, pratiques phytosanitaires en arboriculture, consommations et productions d'énergie dans les exploitations agricoles. Également en lien avec le Grenelle de l'Environnement, le SSP mettra en place une enquête sur la structure de la forêt privée qui fournira des informations pertinentes sur la gestion durable des forêts et la rentabilité économique de ce secteur. Enfin deux enquêtes sur des secteurs spécifiques seront mises en place : l'enquête sur la structure des vergers et un recensement de la conchyliculture. Elles permettront de répondre à des besoins d'information exprimés par de nombreux acteurs sur ces deux domaines mais aussi pour l'enquête vergers de se conformer à un règlement européen.

Au-delà de ces enquêtes statistiques, une autre grande partie du programme de travail du SSP sera constituée des **travaux d'analyse et de synthèse** sur les revenus des agriculteurs, sur les disparités de revenus, sur les comptes de l'agriculture par région et par catégorie d'exploitations, sur les

productions agro-alimentaires, par l'élaboration de la statistique agricole annuelle permettant de suivre les productions agricoles, par la production de bilans d'approvisionnement par type de productions et par des analyses conjoncturelles de suivi des productions agricoles, des prix et du commerce extérieur ainsi que des études liées à l'exploitation des enquêtes du SSP. Le SSP participera, comme les années précédentes, activement à différents observatoires, à la fois comme expert, comme fournisseur d'analyses et comme fournisseur de données et développera ainsi de nouveaux travaux assez lourds : observatoire de la formation des prix et des marges, observatoire des industries agroalimentaires, observatoire de la coopération agricole, observatoire de la consommation de terres agricoles, observatoire des territoires...

Enfin en 2012 le service statistique agricole ministériel **poursuivra sa valorisation du recensement agricole** terminé au cours de l'année 2011.

L'allègement de la charge statistique des entreprises continuera à constituer un axe fort du programme de travail du SSP avec le recours aux données administratives disponibles qui se poursuivra.

Dans le domaine des statistiques sectorielles d'entreprise sur les IAA, les exploitations forestières et scieries, les coopératives de transformation et de commerce de gros de produits agricoles et alimentaires, en 2012, **la mise en œuvre d'Ésane** par l'Insee, en remplacement des enquêtes annuelles d'entreprises précédemment réalisées par le SSP, devrait entrer en phase régulière et le SSP pourra ainsi définir ses modes de diffusion pour répondre aux nombreuses demandes et engager des études et analyses. Concernant les productions des IAA et des exploitations forestières et scieries, le SSP réalisera comme chaque année les enquêtes de branches dans le cadre de prodcom.

Enfin le SSP continuera d'investir dans des **innovations statistiques, technologiques, méthodologiques et organisationnelles** dans un souci d'efficacité et de qualité, innovations en grande partie déjà programmées et engagées. Il poursuivra la mise à disposition de données sur son site avec, pour un public initié, le **nouvel outil interactif de consultation et déchargement de tableaux multidimensionnels, avec l'outil de cartographie** sur les données statistiques, et pour un plus grand public la mise en ligne des tableaux tirés des publications du SSP. Ainsi les publications du site sont progressivement mises en ligne, accompagnées des fichiers de données des tableaux, cartes et graphiques téléchargeables par l'internaute. Le **système de diffusion des statistiques annuelles des IAA, des exploitations forestières et des scieries, de la coopération agricole** sera également finalisé en 2012 en liaison avec le projet Ésane. L'objectif est de construire un dispositif élargi qui permette à la statistique agricole de mieux s'inscrire dans les problématiques de filières, de cohérence produits/secteurs ainsi que d'être plus présente et réactive sur les thématiques d'innovation.

2. Travaux nouveaux pour 2012

2.1 Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes rénovées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

Enquête sur les consommations et productions d'énergies des exploitations agricoles

Cette enquête répond à une demande du comité opérationnel (COMOP) issu du Grenelle de l'environnement qui a pointé un manque d'information sur le sujet. C'est ainsi qu'a été inscrite, dans l'axe 1 du plan de performance énergétique des exploitations agricoles, la nécessité d'une enquête couvrant le secteur. Une première enquête a été réalisée début 2010 sur le champ des entrepreneurs du territoire et des coopératives d'utilisation de matériel en commun (visa n° 2010X037AG). L'enquête prévue début 2012 auprès des exploitations agricoles répond aux mêmes objectifs, à savoir quantifier les consommations et productions d'énergie par type d'énergie et estimer les principales utilisations de ces énergies. Ceci est destiné à mettre en relief les postes sur lesquels faire porter les efforts de réduction d'utilisation d'énergies fossiles et de production d'énergies renouvelables.

L'enquête bénéficiera d'une base de sondage récente avec le recensement de l'agriculture 2010.

Enquête sur les pratiques culturales en cultures légumières

Différentes opérations statistiques ont été demandées au SSP dans le cadre de la mise en œuvre du Plan Ecophyto 2018 dont l'objectif principal est la réduction de 50 % de l'utilisation des produits phytosanitaires. En effet, le plan prévoit la poursuite des enquêtes quinquennales « Pratiques culturales » sur les grandes cultures et les prairies et sur la viticulture, leur extension à l'arboriculture et au maraîchage, mais également des enquêtes intermédiaires ciblées sur les pratiques phytosanitaires.

C'est dans ce cadre que l'enquête « Pratiques culturales » sur les légumes est mise en place en 2012. Elle permettra de disposer d'informations précises sur les pratiques et l'utilisation des produits phytosanitaires pour répondre aux objectifs du plan Ecophyto 2018. Elle apportera par ailleurs des éléments au Ministère en charge de l'environnement pour l'élaboration d'un rapport d'évaluation de la mise en œuvre de la Directive européenne sur la réduction des nitrates. Elle apportera enfin une partie des éléments de réponse au règlement CE n° 1 185/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 publié au JOUE le 10 décembre relatif aux statistiques sur les pesticides.

Il s'agit de la première enquête sur les pratiques culturales en cultures légumières. La collecte est prévue fin 2012.

Enquête sur la structure des vergers

Cette enquête a pour objectif de préciser l'état du verger arboricole français. Elle portera sur les superficies plantées par espèce fruitière, par variété en indiquant pour chacune d'elles, la densité et l'année de plantation. Elle permet de connaître les superficies arboricoles et le potentiel de production des arbres afin de disposer d'outils de prévision de récolte et ainsi mieux gérer les flux de marchés.

Elle sera cependant modifiée par rapport à la dernière enquête sur la structure des vergers réalisée en 2007. En effet, la loi n° 2010-874 du 27 juillet 2010 de modernisation de l'agriculture et de la pêche prévoit la création d'un inventaire des vergers exploités à titre professionnel. Cette enquête permet la mise en place de cet inventaire des vergers.

Par ailleurs, l'enquête répond à une obligation statistique européenne et sera utilisée pour la production de statistiques à Eurostat sur les vergers conformément à la directive 2001/109/CE.

La collecte est prévue début 2012.

Enquête sur les pratiques phytosanitaires en arboriculture

Cette enquête s'inscrit dans le cadre du Plan Ecophyto 2018 évoqué plus haut pour l'enquête sur les pratiques culturales des légumes. Il s'agit d'une enquête intermédiaire qui interviendra entre deux enquêtes « Pratiques culturales » dites « complètes ». Cela a pour objectif au MAAPRAT d'effectuer un suivi plus régulier de la mise en œuvre du plan Ecophyto 2018. Cette enquête intermédiaire sur les pratiques phytosanitaires en arboriculture apportera une partie des éléments de réponse au règlement CE n° 1 185/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 publié au JOUE le 10 décembre relatif aux statistiques sur les pesticides.

Il s'agit de la première enquête intermédiaire pour l'arboriculture. La collecte est prévue début 2012.

La première enquête complète aura lieu en 2014.

Enquête sur la structure de la forêt privée

Cette enquête a pour objectif d'étudier l'évolution de la structure foncière de la forêt privée depuis 1999, date de la précédente investigation. Outre ce sujet majeur, seront abordés les projets de mise

en valeur, les volumes exploités, les différents usages de la forêt et on identifiera les freins à la mobilisation.

Recensement de la conchyliculture

Le SSP a réalisé en 2002 un premier recensement de la conchyliculture, portant sur l'année 2001. La Direction des Pêches Maritimes et de l'Aquaculture a demandé son renouvellement pour rendre compte de l'évolution de ce secteur, aussi bien en terme de production que de structures économiques. Le SSP souhaite pouvoir mener en 2012 une opération de balayage, pour construire un fichier fiable et exhaustif de toutes les unités qui seront enquêtées en mars-avril 2013. En outre le SSP présentera courant 2012 le dossier au comité du label pour ce recensement.

2.2. Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2012

2.3 Les autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2012

Opérations répétitives

Opérations répétitives	Unité responsable	Observations
Enquêtes		
Enquête annuelle sur la consommation d'énergie dans les IAA et scieries	BSSAE	
Enquête annuelle sur les dépenses des IAA pour protéger l'environnement	BSSAE	
Enquête Teruti-Lucas	BSVF	
Enquête terres labourables	BSVF	
Enquête stock pommes-poires	BSVF	
Enquête annuelle de branche bois et sciages	BSVF	
Enquête prix des bois ronds	BSVF	
Enquête mensuelle auprès des accoueurs et des sélectionneurs	BSA	
Enquêtes trimestrielles auprès des ateliers de découpe de volailles et de lapins	BSA	
Enquête annuelle qualité auprès des abattoirs de volailles	BSA	
Enquête annuelle laitière	BSA	
Enquête mensuelle laitière unifiée	BSA	
Situation mensuelle laitière	BSA	

Opérations répétitives	Unité responsable	Observations
Enquête cheptel bovin au 1er novembre	BSA	
Enquêtes cheptels ovin et caprin au 1er novembre	BSA	
Enquêtes cheptel porcin au 1er mai et 1er novembre	BSA	
Enquêtes mensuelles et annuelles de branche dans les IAA	BSIAA	
Enquête sur les prix des consommations intermédiaires des agriculteurs	BSIAA	
Exploitation de fichiers administratifs		
Déclarations de surfaces (extractions mensuelles)	BSVF	
Déclarations de surfaces, aides végétales, droits à paiement unique (fichier annuel national)	BSPCA	
Aides animales (PMTVA, aide aux ovins, aide aux caprins, aide aux veaux sous la mère et aux veaux bio, aide à la production de lait en montagne) (fichiers annuels nationaux)	BSA	
Quotas laitiers (fichier annuel national)	BSA	
Aides du 2e pilier (agro-environnementales et autres) (fichiers annuels nationaux)	BSSAE	
Registre parcellaire graphique (fichier annuel national)	BSVF	
Base de données nationales d'identification (BDNI)	BSA	

4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Du côté des industries agricoles et alimentaires, des exploitations forestières et des scieries ainsi que des coopératives agricoles, la principale opération d'allègement de la charge statistique est la finalisation de la mise en place d'ÉSANE. Les entreprises ne sont plus interrogées sur leur compte de résultat, leurs effectifs et leurs exportations, ces données sont collectées par l'exploitation de fichiers administratifs.

Concernant les enquêtes de branche, des simplifications de questionnaires continueront d'être recherchées avec les organisations professionnelles agréées suite à la procédure de révision des agréments ainsi que dans le cadre de l'attribution annuelle des visas.

Du côté des exploitations agricoles, le recours à divers fichiers administratifs, testé lors du recensement agricole de 2010, sera élargi à d'autres opérations, et permettra soit de supprimer des

questions, soit d'alléger la taille de l'échantillon. Le recours à la BDNI bovine sera renforcé. Les données des autres BDNI (ovins, caprins, porcins), dont l'exhaustivité devrait être atteinte, devraient permettre d'alléger le dispositif d'enquêtes sur ces cheptels. Un recours accru au casier viticole informatisé devrait améliorer encore nos estimations de surfaces et de productions.

5. Aspects particuliers du programme 2012

5.1. Aspects « territoires »

Les opérations statistiques du SSP disposent toutes d'une dimension géographique et localisée.

Du côté des enquêtes auprès des exploitations agricoles, toutes possèdent une représentativité au moins régionale. Le recensement agricole, réalisé en 2010 et 2011, qui par nature doit recenser toutes les exploitations agricoles, est une opération statistique majeure pour la connaissance régionale et locale de l'agriculture. En 2012 le SSP et les services en charge des missions statistiques dans les directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche continueront d'exploiter les données collectées dans une optique d'analyse territoriale fine. Les données permettent en effet de mieux connaître, à des niveaux géographiques fins, les moyens de production engagés dans l'agriculture (force de travail, surfaces agricoles, cheptels), de mieux estimer l'impact des activités agricoles sur l'environnement immédiat (pression polluante des fertilisants, consommation d'eau, niveau de couverture des sols...) et de mieux cerner la diversification des activités des exploitations agricoles vers des activités de services locales (hébergements, vente directe).

Du côté des industries agricoles et alimentaires, des exploitations forestières et des scieries ainsi que des coopératives agricoles, le service statistique agricole utilise beaucoup la dimension géographique et localisée pour fournir régulièrement des analyses économiques pertinentes sur des territoires de façon à répondre à ses utilisateurs, notamment institutionnels, qui souhaitent des informations régionales comparables et cohérentes, en définissant un socle commun de tableaux, de graphiques et de cartes disponibles à cet échelon.

Enfin l'enquête Teruti-Lucas, qui décrit le territoire français, permet de connaître annuellement les différentes catégories d'occupation et d'usage de l'ensemble du territoire (agricole, naturel et urbanisé), au niveau national, régional et départemental (mais aussi à tout autre niveau défini géographiquement d'une surface suffisante), de suivre et quantifier les changements d'occupation et d'usage des sols et de la structure des paysages au fil du temps. Elle constitue également une source de données pour d'autres analyses et études, par exemple l'élaboration d'indicateurs agro-environnementaux ou d'indicateurs paysagers. Ainsi elle fournit l'indicateur d'artificialisation du schéma national de développement durable.

5.2. Aspects « environnement et développement durable »

En intégrant un volet qualitatif sur les méthodes de production et en développant certaines questions quantitatives sur les consommations d'eau et de fertilisants, le recensement agricole conduit en 2010 et 2011 va permettre, par ses valorisations, de mieux évaluer la capacité de l'agriculture à se développer de manière durable, sans consommation accrue de ressources limitées (engrais minéraux, eau) et sans nuisance supplémentaire sur la qualité des ressources naturelles (qualité des sols, qualité de l'eau).

L'enquête sur la production et la consommation d'énergie des exploitations agricoles, couplée à celle conduite en 2010 auprès des entreprises de travaux (ETA, ETF, ETR et CUMA), vise à mesurer la capacité de l'agriculture à se développer en limitant sa consommation énergétique directe (pour le travail du sol, pour le chauffage des serres et bâtiments d'élevage) et en mobilisant davantage les énergies renouvelables (solaire, biomasse issue de certaines productions végétales, des productions de bois, des effluents d'élevage...).

L'enquête sur les dépenses de protection de l'environnement dans les IAA et scieries est réalisée chaque année.

L'enquête sur la structure de la forêt privée apporte des informations sur la gestion de la ressource forestière, sujet lié notamment au Grenelle de l'Environnement et au protocole de Kyoto.

Enfin, le cycle des enquêtes sur les pratiques culturales qui a redémarré en 2011 avec une enquête sur les grandes cultures et se poursuit en 2012 avec celle sur les cultures légumières, pour la première fois, vise à un suivi des pratiques et à disposer de statistiques concernant l'utilisation de produits phytopharmaceutiques par l'agriculture. De même l'enquête de 2011 sur les produits phytosanitaires en viticulture, complétée par l'enquête de 2012 sur les produits phytosanitaires en arboriculture, contribue aux mêmes objectifs avec un suivi plus léger mais intermédiaire entre deux enquêtes sur les pratiques culturales.

Concernant la production de déchets non dangereux, deux approches sont retenues. Ceux produits par les IAA seront estimés via l'enquête conduite tous les deux ans par le pôle de statistiques industrielles de l'INSEE qui comporte une partie IAA pour laquelle le SSP assure la maîtrise d'ouvrage. Ceux produits par l'agriculture sont estimés à partir de coefficients techniques appliqués à des surfaces, des cheptels... qui sont actualisés avec les dernières données recueillies. Certaines enquêtes techniques incluent des questions sur ces sujets et permettent de mettre à jour certains coefficients. C'est le cas par exemple de la dernière enquête sur les bâtiments d'élevage pour ce qui concerne les quantités d'effluents exportés par les exploitations agricoles.

5.3. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques »

5.4. Aspects «européens »

Les activités du service de la statistique et de la prospective en matière statistique sont très largement conditionnées par la nécessité de satisfaire à un ensemble de textes européens particuliers : règlements, directives, décisions qui, soit sont propres à la statistique agricole et forestière, soit s'adressent à plusieurs secteurs mais touchent le périmètre d'action du service ; c'est le cas par exemple pour les industries agricoles et alimentaires.

Au total on recense 17 textes de base qui impactent le programme de travail du SSP, chacun d'eux étant démultiplié par des textes d'application de la commission. S'ajoute à ce solide corpus réglementaire une fourniture importante d'informations statistiques recueillies sous forme de gentlemen's agreement. Cette situation est le fruit - et traduit l'importance - des besoins exprimés en matière de pilotage et de suivi de la Politique Agricole Commune.

La crise économique et les crises alimentaires récentes observées dans certains pays ont mis l'accent, si besoin en était, sur la nécessité évidente de disposer d'éléments statistiques diversifiés et précis sur l'alimentation, les productions agricoles et les conditions de production de manière à ce que les décideurs de tous niveaux soient en mesure de diagnostiquer et anticiper les difficultés.

L'année 2012 est aussi une année importante pour la transmission des informations à Eurostat relatives au recensement de l'agriculture et à l'enquête sur les méthodes de production. Par ailleurs seront réalisées, comme cela a été mentionné supra, les enquêtes destinées à fournir des éléments de réponse à nos engagements concernant les statistiques des produits phytopharmaceutiques utilisés par l'agriculture : enquêtes pratiques culturales sur cultures légumières et phytosanitaires en arboriculture.

L'année 2012 sera l'année de la préparation finale de l'enquête sur la structure des exploitations agricoles à réaliser en 2013.

Les discussions sur les indicateurs agro-environnementaux et les liens agriculture/environnement se poursuivront et pourraient entraîner des contraintes nouvelles sous forme de modifications de la liste des caractéristiques de l'enquête sur la structure des exploitations agricoles à réaliser en 2013 ou/et de négociation d'un texte nouveau en particulier sur l'utilisation d'engrais.

6. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi
Enquête sur les consommations et productions d'énergie des exploitations agricoles	BSSAE	Fin 2011	Collecte repoussée de 2 ou 3 mois en raison de la charge de travail des services régionaux	Préparation en cours pour une collecte début 2012
Enquête sur les pratiques culturelles en cultures légumières	BSVF	2012	Nouvelle enquête	Collecte 4e trimestre 2012
Enquête sur la structure des vergers	BSVF	2012	Fait suite aux enquêtes quinquennales sur le sujet, mais avec des adaptations pour répondre à la mise en place d'un inventaire des vergers	Collecte janvier-février 2012
Enquête sur les pratiques phytosanitaires en arboriculture	BSVF	2012	Nouvelle enquête	Collecte janvier-février 2012
Enquête sur la structure de la forêt privée	BSSAE	2013	Enquête précédente réalisée en 1999. Enquête avancée en 2012 à la place de l'enquête sur la propriété foncière des exploitations agricoles	Collecte 4e trimestre 2012
Recensement de la conchyliculture	BSA	2012	Recensement précédent réalisé en 2002.	Enquête de balayage permettant d'établir la liste des entreprises à enquêter en 2012 ; collecte mars-avril 2013

7. Diffusion des travaux

Le SSP dispose d'une large gamme de publications pour ses travaux statistiques (Agreste Primeur, Synthèses, Agreste Conjoncture, Chiffres et Données, Dossiers) ainsi qu'un site Agreste dédié. La mise à disposition de données sur son site a été améliorée avec l'ouverture d'un nouvel outil interactif de consultation et téléchargement de tableaux multidimensionnels sur les données statistiques et la mise en ligne des tableaux tirés des publications du SSP.

Ainsi l'application pour la diffusion de données agrégées DISAR (diffusion interactive des statistiques agricoles de référence) contient les résultats de toutes les enquêtes du SSP sous forme de tableaux multidimensionnels ainsi que tous les documents liés aux enquêtes (documents méthodologiques et publications). DISAR restitue l'ensemble des données au réseau de la statistique agricole, ainsi que les données traitées du secret statistique et de la significativité pour tout public. DISAR est l'outil de diffusion des données détaillées du recensement agricole 2010, en complément de la diffusion de fiches de données synthétiques accessibles sur le site Agreste. Enfin, le SSP continuera à mettre en ligne les publications du site accompagnées des fichiers des données des tableaux, cartes et graphiques téléchargeables par l'internaute.

Le système de diffusion des statistiques annuelles des IAA, des exploitations forestières et des scieries, de la coopération agricole devrait être achevé, sous condition que le projet Ésane entre en phase régulière. L'objectif est de construire un dispositif élargi qui permette à la statistique agricole de mieux s'inscrire dans les problématiques de filières, de cohérence produits/secteurs ainsi que d'être plus présente et réactive sur les thématiques d'innovation.

Liste des publications diffusées effectivement en 2010-2011

AGRESTE-PRIMEUR			
n°236	mars	2010	Moins de matières grasses animales dans nos assiettes
n°237	avril	2010	Pratiques phytosanitaires du colza en 2006 - Pression phytosanitaire sur le colza
n°238	avril	2010	Les exploitations avicoles en 2008 - Les volailles de qualité marquent le pas
n°239	avril	2010	La part des produits frais "bio" se conforte
n°240	avril	2010	Les bâtiments d'élevage bovin entre 2001 et 2008 - Réduction des risques de pollution d'origine bovine
n°241	mai	2010	Les bâtiments d'élevage porcin entre 2001 et 2008 - Les exploitations porcines aux normes européennes
n°242	juin	2010	Les TIC s'imposent dans l'agroalimentaire
n°243	juin	2010	Baisse du revenu supérieure à 30 % dans treize régions
n°244	juillet	2010	Les bâtiments d'élevage caprin entre 2001 et 2008 - La production de lait de chèvre en forte hausse
n°245	juillet	2010	Une bonne gestion des déchets organiques
n°246	juillet	2010	L'utilisation du territoire entre 2006 et 2009 - L'artificialisation atteint 9 % du territoire en 2009
n°247	août	2010	Les revenus en agriculture - Fortes fluctuations et accroissement des disparités
n°248	septembre	2010	Les bâtiments d'élevage porcin entre 2001 et 2008 - La gestion des effluents dans les élevages porcins

Titre(s) et lien(s)	Type de diffusion selon la codification *	Enquêtes concernée(s) (intitulé et date)	Date de la diffusion	Remarques
Agreste Primeur http://www.agreste.agriculture.gouv.fr/publications/primeurs/				
n° 249 Protection de l'environnement dans l'industrie agroalimentaire – Les investissements pour le traitement des eaux usées résistent bien en 2009	3	Enquête annuelle sur les dépenses pour protéger l'environnement 2009	Novembre 2010	
n° 250 Services d'eau et d'assainissement : une inflexion des tendances?	3	Enquête eau et assainissement 2009	Décembre 2010	
n° 251 Consommation d'énergie des industries agroalimentaires – Nouveau recul de la consommation	3	Enquête consommation d'énergie dans les industries agroalimentaires 2009	Décembre 2010	
n° 252 Les comptes prévisionnels de l'agriculture par catégorie d'exploitations en 2010 – Redressement du revenu après deux ans de baisse	3	Les comptes prévisionnels de l'agriculture en 2010	Décembre 2010	

n° 253 Les bâtiments d'élevage porcin entre 2001 et 2008 – Les élevages se restructurent	3	Enquête bâtiments d'élevage porcin 2008	Décembre 2010	
n° 254 La récolte de bois et la production de sciages en 2009 – Un tiers des chablis de la tempête Klaus récoltés dès 2009	3	Enquête de branche sur les exploitations forestières et les scieries 2009	Janvier 2011	
n° 255 Recensement 2008 de la pisciculture et des élevages de crustacés dans les Dom et à Mayotte – A chaque île ses richesses aquacoles	3	Recensement 2008 de la pisciculture et des élevages de crustacés dans les Dom et à Mayotte	Février 2011	
n° 256 La canne à sucre en Guadeloupe, en Martinique et à La Réunion – De la canne à sucre au rhum	3	Enquête sur la structure des exploitations agricoles 2007 et recensements agricoles 1989-2000 – Statistique agricole annuelle 2000 à 2009	Février 2011	

AGRESTE CHIFFRES ET DONNEES AGRICULTURE		
n°209	janvier 2010	Bilans d'approvisionnement agro alimentaires 2006-2008
n°210	mars 2010	Rica France Tableaux standard 2008
n°211	mars 2010	Statistiques sur l'aviculture en 2 008
n°212	août 2010	Statistique agricole annuelle : résultats 2006-2008 définitifs et 2009 semi-définitifs
n°213	août 2010	L'utilisation du territoire en 2009 – Teruti-Lucas

Titre(s) et lien(s) AGRESTE CHIFFRES ET DONNEES AGRICULTURE http://www.agreste.agriculture.gouv.fr/publications/chiffres-et-donnees/	Type de diffusion selon la codification *	Enquêtes concernée(s) la (intitulé et date)	Date de la diffusion	Remarques
N° 214 Rica France Tableaux standard 2009	3	Réseau d'information comptable agricole 2009	Février 2011	

AGRESTE CHIFFRES ET DONNEES IAA		
n° 170	mars 2010	Récolte de bois et production de sciages en 2008
n° 171	juillet 2010	Production des IAA en 2008 - Enquête de branches et statistique Prodcom

Titre(s) et lien(s) AGRESTE CHIFFRES ET DONNEES IAA http://www.agreste.agriculture.gouv.fr/publications/chiffres-et-donnees/	Type de diffusion selon la codification *	Enquêtes concernée(s) la (intitulé et date)	Date de la diffusion	Remarques
n° 172 Les consommations d'énergie dans les industries agricoles et alimentaires et les scieries en 2009	3	Enquête consommation d'énergie dans les industries agroalimentaires 2009	Octobre 2010	

AGRESTE LES DOSSIERS

n°7	janvier	2010	Les comptes prévisionnels de l'agriculture française pour 2009
n°8	juillet	2010	Pratiques culturales 2006

Titre(s) et lien(s) Agreste Les dossiers http://www.agreste.agriculture.gouv.fr/publications/dossiers/	Type de diffusion selon la codification *	Enquêtes concernée(s) (intitulé et date)	Date de la diffusion	Remarques
n° 9 Situation financière et disparité des résultats économiques des exploitations	4	Réseau d'information comptable agricole (RICA) 2008	Septembre 2010	
n° 10 Les comptes prévisionnels de l'agriculture française pour 2010	4	Les comptes prévisionnels de l'agriculture en 2010	Janvier 2011	

AGRESTE GRAPH AGRI

octobre	2010	L'agriculture, la forêt et les industries agroalimentaires 2010
---------	------	---

AGRESTE MEMENTO

octobre	2010	Mémento de la statistique agricole - édition 2010
---------	------	---

ANALYSE

n°12	mars	2010	Evolution de la consommation alimentaire : moins de matière grasse dans nos assiettes
n°13	mars	2010	L'OCDE et les politiques agricoles : une analyse critique
n°14	avril	2010	les agriculteurs dans la société française
n°15	avril	2010	Le marché des engrais minéraux : état des lieux, perspectives et pistes d'action
n°16	avril	2010	Appropriations foncières dans les pays du Sud : bilan et perspectives
n°17	avril	2010	Agriculture Energie 2030 : comment l'agriculture s'adaptera-t-elle aux futurs défis énergétiques ?
n°18	mai	2010	Terres cultivables non cultivées : des disponibilités suffisantes pour la sécurité alimentaire durable de l'humanité
n°19	mai	2010	L'évaluation des politiques publiques, aide au pilotage de l'action ministérielle
n°20	juin	2010	Analyse socio-économique et décision publique en matière d'alimentation
n°21	juin	2010	La prospective et l'évaluation des politiques publiques agricoles - Panorama international
n°22	juin	2010	Les mobilités géographiques des jeunes dans les espaces ruraux de faible densité

Titre(s) et lien(s) Analyse http://www.agreste.agriculture.gouv.fr/publications/analyse/	Type de diffusion selon la codification *	Enquêtes concernée(s) (intitulé et date)	Date de la diffusion	Remarques
n° 23 Le réseau d'information comptable agricole (RICA)	4	Réseau d'information comptable agricole (RICA)	Septembre 2010	
n° 24 L'agriculture, clé du devenir économique et social chinois	4		Octobre 2010	

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION, DE LA PÊCHE, DE LA RURALITÉ ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture - DPMA
. Bureau des statistiques de la pêche et de l'aquaculture (BSPA)

1. Exposé de synthèse

Le Bureau des statistiques de la pêche et de l'aquaculture (BSPA) est chargé de piloter, au sein de la Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture (DPMA), avec une équipe de 5 personnes, la collecte et la valorisation des informations statistiques relatives aux pêches maritimes et à l'aquaculture.

Statistiques de production des pêches maritimes et de l'aquaculture

Le BSPA a la responsabilité de l'élaboration des statistiques de production des pêches maritimes. Les statistiques incluent des données mensuelles, trimestrielles et annuelles sur les captures, débarquements et ventes des produits de la pêche. Elles sont utilisées pour répondre aux obligations déclaratives de la France vis-à-vis de la Commission Européenne, d'Eurostat et des autres organisations internationales. Les données mensuelles sont utilisées pour le suivi de la consommation des quotas de pêche.

La DPMA a mis en place un nouveau système d'information sur la pêche afin de mettre à la disposition du ministère, des services extérieurs des affaires maritimes et des partenaires l'ensemble des outils dont ils ont besoin pour assurer leurs missions de gestion, de contrôle et de pilotage. Ce nouveau système intégré doit aussi permettre à la France de mieux remplir ses obligations communautaires en termes de transmissions de données, dans le cadre du suivi de la politique commune de la pêche.

Le nouveau système d'information a profondément modifié l'organisation de la saisie des documents déclaratifs et leur traitement. De nouvelles applications de saisie des documents déclaratifs et de croisement des données, qui sont à la base de l'élaboration des statistiques sur les productions des pêches maritimes, ont été mises en œuvre depuis 2009. Les développements se sont poursuivis jusqu'en 2011. En 2011 et 2012 est prévu le passage à la transmission électronique des journaux de bord et des notes de ventes pour tous les navires de plus de 12 mètres, ce qui devrait simplifier le traitement des données et améliorer leur qualité.

Dans le secteur de l'aquaculture, les statistiques de production sont élaborées à un rythme annuel, sur la base d'une enquête auprès des entreprises aquicoles gérée par le BSPA. La DPMA a demandé au SSP de réaliser un recensement de la conchyliculture afin de produire des données structurelles plus détaillées (le précédent remonte à 2002). La préparation de cette opération sera effectuée en concertation entre la DPMA et le SSP.

Développement de la collecte et de la production de données économiques

La collecte de données économiques a été développée depuis plusieurs années dans le cadre d'un règlement européen relatif à la collecte des données, mis en place par la Commission aux fins d'analyse scientifique et d'évaluation. Dans le cadre du programme national mis en œuvre pour répondre à ce règlement, le BSPA pilote le volet économique établi pour fournir, avec le concours de partenaires, des données et indicateurs économiques sur les entreprises de pêche, des industries de transformation et de l'aquaculture.

La collecte prévue en 2012 s'inscrit dans le cadre du programme national 2011-2013 soumis par la France à la Commission Européenne en 2010 pour répondre au règlement. Les travaux seront poursuivis selon le même schéma que les années précédentes dans les secteurs de la pêche et de la transformation. La collecte dans le secteur de l'aquaculture débute en 2011, également avec l'appui de partenaires. Elle sera poursuivie en 2012, cette collecte devant être effectuée annuellement.

Le BSPA a entrepris en 2009 une démarche auprès du CNIS pour obtenir le label d'intérêt général et de qualité statistique pour la production de données économiques sur la pêche. Après avoir obtenu en 2010 un visa d'examen du comité du label, le bureau va présenter à nouveau le dossier en mars 2011 afin de pérenniser cette opération dans le cadre de la statistique publique.

La poursuite et l'extension de la collecte des données économiques correspondent aussi à la nécessité de développer au plan national l'analyse économique des secteurs de la pêche et de l'aquaculture et de répondre à de nombreuses demandes d'information, telles que l'élaboration de plans de gestion ou la mesure de l'impact d'une hausse des coûts du carburant.

2. Travaux nouveaux pour 2011

2.1. Enquêtes nouvelles ou renouvelées

Pas d'enquête nouvelle prévue en 2012. Les enquêtes annuelles seront renouvelées sans changement.

2.2. Exploitations nouvelles de fichiers administratifs

Poursuite de la rénovation de la chaîne de traitement des déclarations obligatoires des pêcheurs

Le nouveau système d'informations sur les pêches maritimes est entré en 2009 dans sa phase opérationnelle. Depuis janvier 2009 ont été mis en œuvre : une nouvelle application de saisie des documents déclaratifs (journaux de bord et fiches de pêche) dans un nouveau centre de saisie ; le développement d'une nouvelle application de croisement des données aux fins notamment d'élaboration des statistiques de production des pêches maritimes. Le BSPA assure la maîtrise d'ouvrage de cette application, avec l'appui technique de la mission des systèmes d'information de la DPMA. Le développement et la mise en production, prévus sur une période de trois ans, sont assurés par l'IFREMER. Après une année 2009 consacrée à la mise en place du système et des traitements destinés à produire les données mensuelles et trimestrielles, la poursuite des développements en 2010 pour la production des statistiques annuelles et de l'ensemble des données nécessaires pour répondre aux divers règlements européens, l'année 2011 est consacrée à des développements complémentaires et à la consolidation du système de production des données. Le système doit aussi intégrer de nouveaux flux de données provenant de l'enregistrement électronique des opérations de pêche et des ventes.

2.3. Autres travaux statistiques nouveaux ou renouvelés

Echantillonnages des marées au débarquement

Les travaux d'échantillonnages de marées au débarquement ont d'abord été développés par l'IFREMER afin d'estimer l'effort de pêche et la production des flottilles mal couvertes par les déclarations obligatoires. Cela recouvre principalement les navires de moins de 12 m. de la Méditerranée et des départements d'outre mer : Réunion, Antilles-Guyane. En 2009 le BSPA a repris la maîtrise d'ouvrage de l'observation des marées au débarquement en Méditerranée ainsi qu'en Guadeloupe. L'IFREMER continue d'en assurer le traitement, de même qu'à la Réunion, en Guyane et en Martinique où il assure toujours la collecte des données. L'objectif de ces actions en 2011 et 2012 est de produire des résultats exploitables susceptibles de compléter les statistiques produites à partir du système déclaratif.

3. Opérations répétitives

3.1. Enquêtes

L'enquête statistique sur l'aquaculture, qui a été renouvelée en 2009 pour répondre aux obligations du nouveau règlement européen sur la communication des statistiques aquacoles, devra continuer à être réalisée annuellement.

Les enquêtes de collecte de données économiques doivent également être réalisées à un rythme annuel.

3.2. Exploitation de fichiers administratifs

L'exploitation des documents déclaratifs des pêcheurs (journaux de bord et fiches de pêche) est faite en continu. Elle est à la base de l'élaboration des statistiques mensuelles, trimestrielles et annuelles sur les captures et les débarquements.

Les statistiques sur les ventes des produits de la pêche sont établies à partir des déclarations de ventes dans les halles à marée qui sont exploitées par l'office France Agrimer dans le cadre du réseau inter-créées. A partir de 2011 est également mis en place un système par télédéclaration des ventes hors criée.

Opérations répétitives	Unité responsable	Suivi (ne rien inscrire)	Observations
Enquêtes			
Enquête aquaculture	BSPA		Annuelle, renouvelée en 2009
Enquêtes économiques Pêche, industries de transformation, aquaculture	BSPA avec partenaires		Annuelle
Exploitation de fichiers administratifs			
Journaux de bord et fiches de pêche	DPMA		En continu
Notes de ventes	France- AgriMer		En continu
Autres travaux répétitifs			

4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Le Conseil Européen a adopté en décembre 2006 un règlement sur l'enregistrement et la communication électroniques des données relatives aux activités de pêche. Le règlement d'application de la Commission du 3 novembre 2008 a prévu la mise en place progressive du journal de bord électronique : au plus tard le 1^{er} janvier 2010 pour les navires de plus de 24 mètres et le 1^{er} juillet 2011 pour les navires de plus de 15 mètres. En France, cette opération a débuté avec quelques mois de retard. En outre, les premiers acheteurs des produits de la pêche dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 400000 Euros doivent communiquer par voie électronique les informations figurant dans les bordereaux de vente.

La mise en place des procédures électroniques d'enregistrement et de transmission des données, actuellement en cours, est de nature à alléger la charge pour les patrons pêcheurs qui pourront ainsi éviter des saisies multiples d'informations, tout en leur permettant d'utiliser pour leur propre gestion les données qu'ils auront saisies. Toutes les informations réglementaires pourront ensuite être produites à partir de cette saisie unique : journal de bord, relevé d'effort de pêche par exemple et n'auront plus à être répétées comme c'est le cas avec le support papier actuel. Les flux de données enregistrées sous ce nouveau système vont être progressivement intégrées dans la chaîne de traitement des données déclaratives.

5. Aspects particuliers du programme 2012

5.1 Aspects territoires

Les statistiques de débarquements et de ventes des produits de la pêche peuvent être localisées selon le lieu de débarquement ou de vente. Les statistiques de captures sont ventilées par zone de pêche.

En ce qui concerne les données économiques sur la pêche, l'échantillon a une représentativité nationale mais le nouveau règlement européen demande de produire des données par « supra-région » (Atlantique-Manche-Mer du Nord / Méditerranée / autres régions). Le BSPA produit des résultats complets pour les supra-régions Atlantique et Méditerranée, partiels pour les autres régions. Les statistiques sur la production aquacole peuvent être produites par région (ou regroupement de régions, selon le nombre d'entreprises concernées)

5.2 Aspects « environnement »

Aucune évolution n'est programmée en 2012 sur les aspects environnementaux. Mais un des objectifs des statistiques de pêche est de permettre d'estimer le niveau de la ressource et d'aider au pilotage de la politique commune de la pêche qui tient compte de ces aspects.

5.3 Aspects européens

Les statistiques concernant la pêche et l'aquaculture restent largement régies par la réglementation européenne. L'entrée en vigueur de nouveaux règlements en 2009 a eu des répercussions importantes sur l'activité du bureau des statistiques.

On rappelle que les travaux du BSPA s'articulent autour des principaux règlements européens suivants :

1. Règlement du Conseil relatif au contrôle de la politique commune de la pêche, qui impose aux Etats membres de transmettre à la Commission européenne les données sur les quantités débarquées, chaque mois pour les espèces sous quotas et chaque trimestre pour les espèces hors quotas ; un nouveau règlement européen sur le contrôle a été adopté en 2009. Le règlement prévoit également des déclarations mensuelles d'effort de pêche.
2. Règlements du Parlement et du Conseil concernant la communication de statistiques sur les captures nominales des Etats membres dans les grandes régions de pêche : ces règlements régissent les transmissions annuelles de statistiques à Eurostat ; ils ont été refondus en 2009.
3. Règlement du Parlement et du Conseil sur l'envoi de statistiques sur les débarquements des produits de la pêche dans les Etats membres : transmission annuelle à Eurostat de statistiques sur les quantités débarquées et les valeurs unitaires ;
4. Règlement du Parlement et du Conseil sur la communication de statistiques sur l'aquaculture : nouveau règlement entré en vigueur en 2009 ;
5. Règlement du Conseil sur la collecte et la gestion des données techniques, biologiques et économiques: nouveau règlement entré en vigueur en 2009, étendu au secteur de l'aquaculture.

Le BSPA participe aux groupes de travail organisés par Eurostat sur les statistiques de la pêche. Il participe également à des réunions internationales de coordination des programmes de collecte de données économiques.

6. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Les grandes orientations prévues au programme à moyen terme restent valables en ce qui concerne :

- La refonte de la chaîne de traitement des déclarations obligatoires des pêcheurs
- Le développement de la collecte de données économiques
- Le développement de la production statistique sur l'aquaculture.

Opérations	Unité	Prévisions	Observations	Suivi
Rénovation de la chaîne de traitement des statistiques sur la pêche	BSPA	Développement sur 3 ans à partir de 2009	Consolidation en 2011, intégration du journal de bord électronique	
Collecte de données économiques sur la pêche et l'aquaculture	BSPA	Redéfinition et extension à l'aquaculture	Organisée dans le cadre du programme national 2011-2013	

7. Diffusion des travaux

Le bureau des statistiques de la DPMA ne possède pas de support de publication qui lui soit propre, hormis un bilan annuel de production de la pêche et de l'aquaculture, établi en collaboration avec France Agrimer. Le dernier bilan publié est relatif à l'année 2008. Cette publication doit être renouvelée à la suite de la mise en place du nouveau système de traitement des données. La publication du bilan 2009 a été retardée en raison de la difficulté de mise en place du nouveau système d'exploitation des données.

Les principales données concernant les pêches et l'aquaculture sont également publiées dans Agreste, la revue de la statistique agricole, dans les publications d'organismes partenaires, dans celles des organismes internationaux (Eurostat, OCDE, FAO...), dans l'annuaire statistique de l'Insee...

Dans la mesure de ses moyens, le bureau poursuivra ses efforts pour mieux valoriser la production statistique de la pêche et de l'aquaculture en publiant davantage d'informations et en développant des travaux d'analyse et de synthèse sur le domaine.

Mutualité sociale agricole - MSA

1. Exposé de synthèse

Les travaux d'études et de nature statistique de la MSA s'inscrivent dans le cadre des Conventions d'objectifs et de gestion passées entre l'Etat et la CCMSA.

La direction des Etudes, des Répertoires et des Statistiques de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole (CCMSA) produit, valide et met à disposition les statistiques du régime agricole. Ces statistiques font partie des éléments justificatifs financiers détaillés des recettes et des dépenses que doit fournir à sa tutelle la MSA en tant que gestionnaire d'un service public. Elles permettent également la réalisation de simulations nécessaire à l'évaluation de l'impact de mesures nouvelles économiques ou sociales.

La direction gère également l'Observatoire Économique et Social (OES) qui valorise les informations statistiques dans le domaine économique et social. Celui-ci couvre quatre champs de connaissances : santé, retraite, famille et économie agricole.

Elle gère également, en lien avec d'autres directions de la CCMSA, notamment la direction de la santé, l'observatoire des risques professionnels. Elle contribue aux enquêtes médico-économiques relatives au contrôle médical et dentaire.

2. Travaux nouveaux pour 2012

2.1 Enquêtes ou fichiers nouveaux

- Domaine Santé

La MSA est associée aux projets d'enquêtes, de fichiers, ou d'échantillon concernant l'inter-régime ou mise en œuvre par l'inter-régime notamment dans le domaine de l'assurance-maladie.

Un nouveau système d'information national destiné à remplacer les enquêtes ad hoc sur le contrôle médical et dentaire est en développement (en attente d'accord CNIL).

La MSA mettra en place un relevé d'observations anonymisées, pour suivre l'expérimentation de délégation de tâches médecins / infirmières.

- Domaine Famille

Le suivi des bénéficiaires du rSa a conduit à organiser un flux statistique complémentaire au flux SISREFAL, à fréquence mensuelle. En parallèle, une étude est menée pour la mensualisation du flux SISREFAL qui porte sur l'ensemble des prestations du domaine famille (prestations familiales, prestations logement et prestations solidarité) dont la fréquence est semestrielle.

Pour permettre le suivi du parcours professionnel dans l'emploi des bénéficiaires du rSa (avant et après rSa) demandé par la DARES, la DERS envisage de réaliser un appariement des données des bénéficiaires du rSa avec celles des cotisants du régime agricole (sous réserve d'un accord de la CNIL)

- Domaine Retraite

Dans le domaine retraite, la refonte de la gestion des carrières pour les caisses départementales entraîne la suppression de la base locale au profit d'une gestion partagée CMSA et CCMSA et un entrepôt statistique unique répondant aux besoins régionaux et nationaux.

Afin de réaliser le suivi statistique des bénéficiaires du cumul emploi/retraite défini dans la circulaire DSS/3A/2009/45 du 10 février 2009, la DERS envisage de rapprocher en 2011 les données de la base statistique des retraités avec celle des cotisants du régime agricole (sous réserve d'un accord de la CNIL)

- Domaine Economie agricole

Les éléments concernant les assiettes et cotisations conventionnelles vont être ajoutés aux deux flux d'information sur les cotisants non salariés (SIERA) et salariés (SISAL) afin de répondre aux nouvelles obligations créées par l'article L723-12-13-2 du code rural. Dans ce dernier flux, le suivi des conventions collectives s'appliquant à chaque contrat de travail sera introduit. Ces opérations de maintenance auront lieu courant 2011. Les dispositions de ce même article L723-12-3 devraient également permettre d'améliorer le suivi des parcours professionnels agricoles.

3 - Opérations répétitives

Les travaux répétitifs des directions de la CCMSA concernent la fourniture d'informations sur le régime agricole :

- les prestations et les patients couverts,
- les prestations vieillesse et les effectifs de retraités, y compris retraite complémentaire des non-salariés agricoles,
- les prestations familiales, de logement et les minima sociaux ainsi que les allocataires et bénéficiaires,
- les dépenses d'accidents du travail et les effectifs accidentés,
- les employeurs et les salariés du régime agricole : évolution des effectifs, des assiettes, et des cotisations,
- les non salariés du régime agricole : évolution des effectifs, nouveaux installés, assiettes et cotisations.

La CCMSA participe également à différentes opérations dans le cadre de l'inter-régime, notamment à la fourniture des données sur les prestations maladie pour le SNIIRAM, des échantillons inter-régime (EPIBAM, EIC, EIR, ENIAMS), de l'enquête santé et protection sociales (ESPS) et des enquêtes ponctuelles de l'IRDES, de l'InVS et de la DREES.

Intitulé	Nature du système d'information	Unité(s) observée(s)	Champ	Périodicité	Principale(s) variable (s)	Publications Diffusion	Évolution 2012
MALADIE	RAAMSES système d'information des prestations maladie	Paiement des prestations maladie par les CMSA et les autres assureurs	exhaustif	mensuel	Organisme assureur, branche, risque Informations sur : les prestations par types d'actes et spécialité de praticien .le dénombrement des malades et leur consommation par grands agrégats .données relatives au dispositif « parcours de soins », aux filières de soins les accidents du travail et les soins et rentes en découlant .les prestations résultant d'hospitalisation en établissements privés . le codage des actes de biologie, de pharmacie, de la CCAM et LPP	Tableaux de bord mensuel Tableaux de suivi des objectifs quantifiés nationaux par profession de santé, de l'ONDAM et des dépenses déléguées Statistiques mensuelles Synthèses Etudes Transmission aux caisses et organismes d'informations nécessaires à la gestion du risque, aux travaux des URCAM et des ARH - Participation aux à l'enquête Santé et protection sociale (ESPS) et aux enquêtes ponctuelles de l'IRDES et de la DREES - Consommation de médicaments de la population agricole	Maintenance en fonction des évolutions législatives de la branche

Intitulé	Nature du système d'information	Unité(s) observée(s)	Champ	Périodicité	Principale(s) variable (s)	Publications Diffusion	Evolution 2012
	ETAPRO - Dénombrement de la population protégée AMEXA	Assurés, ayants droit	Exhaustif	ANNUELLE	Organisme assureur Branche Ouvrant droit Ayant droit	-Transmission d'informations nécessaires à la direction de la Sécurité sociale, à la commission de compensation démographique Etat annuel Annuaire statistique population (résultats nationaux et départementaux) Publication Chiffres Utiles Synthèses Outil de restitution « Population et activité du réseau MSA »	Maintenance en fonction des évolutions législatives de la branche
	CMU complémentaire	Assurés, ayants droits	Exhaustif	Mensuelle	Dénombrement des bénéficiaires	Transmission au Fonds CMUC Tableaux de bords	Maintenance en fonction des évolutions législatives de la branche
	PATHO - Pathologies des bénéficiaires du régime agricole	Pathologies ouvrant droit à exonération	Exhaustif	Mensuelle	n°AID, code CIM de la pathologie, caractéristiques bénéficiaire, dates de début et fin d'exonération.	Tableau de bord des ALD, transmission de données INCa, InVS, FNORS,	Maintenance en fonction des évolutions législatives de la branche

Intitulé	Nature du système d'information	Unité(s) observée(s)	Champ	Périodicité	Principale(s) variable (s)	Publications Diffusion	Évolution 2012
VIEILLESSE	SIVA Système d'information des prestations vieillesse agricole - des Salariés - des Non Salariés	Paiement des prestations vieillesse agricole par les MSA	Exhaustif	Trimestrielle	Bénéficiaire Gestion des droits Base de paiement Montants	États trimestriels États annuels Annuaire statistiques : - résultats nationaux - résultats départementaux Synthèse Études Observatoire des retraites agricoles : ODRA Tableaux de suivi des retraites (DREES) Échantillon inter-régime de retraités (DREES) Échantillon inter régimes de cotisants (DREES) Compensation démographique Justificatifs statistiques des paiements de prestations non contributives (FSV) Tableaux de bord trimestriels	Maintenance en fonction des évolutions législatives de la branche Refonte du système d'information retraites et carrières

Intitulé	Nature du système d'information	Unité(s) observée(s)	Champ	Périodicité	Principale(s) variable (s)	Publications Diffusion	Évolution 2012
FAMILLE	SISPREFAL Système statistique d'information des prestations familiales et de logement des salariés et des non-salariés agricoles	Droits aux prestations familiales, de logement et aux minima sociaux dans le semestre.	Exhaustif	Semestrielle	Allocataire Logement Prestations Bénéficiaires Ressources	États semestriels États annuels Annuaire statistiques : -Résultats nationaux -Résultats départementaux Synthèses SID Famille	Maintenance en fonction des évolutions législatives de la branche
	Fichier rSa	Bénéficiaires du rSa	Exhaustif	mensuelle	Allocataire Prestations Bénéficiaires Ressources	Bilan - ministère des solidarités et de la cohésion sociale	Changement de périodicité (mensuelle)

Intitulé	Nature du système d'information	Unité(s) observée(s)	Champ	Périodicité	Principale(s) variable (s)	Publications Diffusion	Évolution 2012
ACCIDENTS DU TRAVAIL	SIMPAT Système d'information des maladies professionnelles et des accidents du travail des salariés agricoles.	Paiement des prestations AT par les MSA Causes et circonstances des accidents.	Exhaustif	Trimestrielle	Organisme Employeur Victime Accident Rente	États trimestriels et annuels Annuaire statistique Statistiques internationales : - des accidents du travail - des maladies professionnelles synthèses (BIT) SID AT	Maintenance en fonction des évolutions législatives
	OREADE Système d'information des maladies professionnelles et des accidents du travail des non salariés agricoles.	Causes et circonstances des accidents.	Exhaustif	Trimestrielle	Organisme Victime Accident Rente	États trimestriels et annuels Annuaire statistique synthèses SID ATEXA	Maintenance en fonction des évolutions législatives
	SEAXA Système d'information des personnes affiliées à l'assurance accidents du travail des exploitants agricoles (ATEXA)	Affilié	Exhaustif	Trimestrielle	Assureur Statut Catégorie de risque	Etats annuels Annuaire statistique SID ATEXA	Maintenance en fonction des évolutions législatives
	Enquête - accidents mortels du travail Régime des salariés et des non salariés agricoles		Exhaustif	Un questionnaire est complété par les MSA pour chaque accident mortel.	Victime Accident	Synthèses SID ATEXA	

Intitulé	Nature du système d'information	Unité(s) observée(s)	Champ	Périodicité	Principale(s) variable (s)	Publications Diffusion	Évolution 2012
ACTIVITÉ SALARIÉE	SISAL Système d'information des salariés agricoles	Emissions de cotisations et contributions sociales	Exhaustif	Trimestriel	Employeurs Effectifs cotisants Entreprises, établissements, activités, salariés, contrats de travail, déclarations de main d'œuvre, cotisations et contributions sociales ou conventionnelles	États récapitulatifs trimestriels États récapitulatifs annuels Annuaire statistique : - résultats nationaux - résultats départementaux Synthèses et études de l'emploi agricole Observatoire de l'emploi agricole UNEDIC : Fichier trimestriel et annuel des cotisants UNEDIC Ministère de l'agriculture : tableaux de bord trimestriel et annuel de l'emploi agricole	Maintenance en fonction des évolutions législatives portant sur les charges sociales Ajout des cotisations conventionnelles dans les flux d'information, ainsi que des conventions collectives s'appliquant aux salariés.
ACTIVITÉ NON SALARIÉE	Réseau des branches SIERA	Assiettes, Cotisations et Entreprises	Cotisants actifs	Annuel	Chef d'exploitation Exploitation Assiette Cotisations Ventilations des cotisations, des assiettes des cotisants pour les cotisations légales et conventionnelles	Études financières Observatoire des cotisants non-salariés COTAGRI États récapitulatifs annuels Annuaire statistique : - résultats nationaux - résultats départementaux Tableaux de bord de l'emploi non salarié agricole	Maintenance en fonction des évolutions législatives Ajout des cotisations conventionnelles
	Suivi des installations en agriculture	Exploitants agricoles assujettis par la MSA	Exhaustif	+Enquête complémentaire à la demande des MSA	Caractéristiques de l'exploitant et de l'exploitation Stratégie d'adaptation Conditions de l'installation		Extension au suivi de l'installation des chefs d'entreprises agricoles (Paysagistes, centres équestres, Entreprises de travaux agricoles...)

4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Sans objet

5. Aspects particuliers du programme 2012

5.1 Aspects « territoires »

L'Observatoire Économique et Social (OES) et les tableaux de bord de la MSA fournissent des données au niveau cantonal, départemental ou régional. La diffusion des données est conforme au respect des obligations relatif au secret statistique.

5.2 Aspects « environnement et développement durable »

La DERS favorise les publications sur support électronique.

5.3 Aspects « évaluation des politiques publiques »

Les travaux statistiques de la DERS permettent à l'ensemble des acteurs concernés de disposer de données fiables et validées pour alimenter la réflexion sur la protection sociale agricole et son évolution. Ils contribuent à un suivi de la dépense entrant dans le champs de l'ONDAM, à une meilleure orientation de la gestion du risque et à l'évaluation des actions de maîtrise médicalisée.

Ils répondent aux besoins statistiques des partenaires sociaux et des pouvoirs publics concernant l'emploi agricole (salarié et non salarié) et le recours aux dispositifs d'acquisition de droits retraites.

5.4 Aspects « européens »

Néant

6. Diffusion des travaux

Dans un souci de valorisation de la production de statistique, de prévision et simulation et d'études, la DERS réalise des publications régulières et des études approfondies sur les populations agricoles, les prestations et les cotisations (retraités, actifs agricoles, personnes âgées...). Une réorganisation de ces publications est en cours actuellement afin d'améliorer la fréquence et d'élargir les domaines couverts.

Liste des publications 2009-2010

■ Economie de la santé

- Tableau de bord de l'assurance maladie mensuel de janvier à novembre 2009
- Tableaux de bord de l'assurance maladie de décembre 2008 à septembre 2009
- Statistiques mensuelles maladie de janvier à décembre 2009
- Statistiques mensuelles maladie de janvier 2009 à septembre 2009
- Les personnes inscrites au RNIAM en 2009 – données trimestrielles -
- Les personnes protégées en maladie aux régimes des salariés et des non-salariés en 2008
- Les personnes inscrites au RNIAM au 2 janvier 2009 : +0,1% de progression par rapport au 4 janvier 2008
- Les personnes inscrites au RNIAM au 2 octobre 2008 : 3,6 millions de personnes protégées en maladie au régime agricole
- Les personnes inscrites au RNIAM au 2 juillet 2008 : 3,4 millions de personnes protégées en maladie au régime agricole (hors GAMEX).

- Les ALD au régime agricole : incidence 2007 et prévalence au 31 décembre 2007.
- Evaluation de l'action bilan bucco-dentaire des personnes de 65 ans au régime agricole
- Des dépenses de soins de ville toujours modérées en octobre 2009 au régime agricole en données corrigées des jours ouvrés.
- Des dépenses de soins de ville stables et des indemnités journalières dont la progression ralentit en septembre 2009 au régime agricole en données corrigées des jours ouvrés.
- Pas encore d'impact épidémique sur les dépenses de soins de ville en août 2009 au régime agricole en données corrigées des jours ouvrés.
- Croissance modérée de 0,2 % des dépenses de soins de ville en juillet 2009 au régime agricole en données corrigées des jours ouvrés.
- Léger rebond de + 0,6 % des remboursements des soins de ville en juin 2009 au régime agricole en données corrigées des jours ouvrés.
- Croissance modérée de + 0,4 % des remboursements des soins de ville en mai 2009 au régime agricole en données corrigées des jours ouvrés.
- Baisse de 0,5% des remboursements des soins de ville en avril 2009 au régime agricole en données corrigées des jours ouvrés.
- Baisse de 0,6% des remboursements des soins de ville en mars 2009 au régime agricole en données corrigées des jours ouvrés.
- Stabilité des remboursements des soins de ville en février 2009 au régime agricole en données corrigées des jours ouvrés.
- Baisse de 0,4% des remboursements des soins de ville en janvier 2009 au régime agricole en données corrigées des jours ouvrés.
- Progression modérée des remboursements des soins de ville en décembre 2008 au régime agricole en données corrigées des jours ouvrés.
- Augmentation de 0,1% des remboursements des soins de ville en novembre 2008 au régime agricole en données corrigées des jours ouvrés.
- Légère reprise des remboursements des soins de ville du régime agricole au troisième trimestre 2009 par rapport au trimestre précédent (données CVS-CJO)
- Baisse des remboursements des soins de ville au régime agricole au premier trimestre 2009 par rapport au trimestre précédent (données CVS-CJO).
- En 2008, 575 000 patients ont atteint le plafond annuel des franchises médicales au régime agricole, soit 20 %des patients soumis à la franchise.
- Les décès des salariés agricoles suite à un accident du travail ou une maladie professionnelle en 2006, 2007 et 2008. Données nationales.
- Les décès des non-salariés agricoles suite à un accident du travail ou une maladie professionnelle en 2006, 2007 et 2008. Données nationales.
- Approche statistique des risques professionnels des salariés agricoles. Données nationales 2008.
- Approche statistique des risques professionnels des non-salariés agricoles. Données nationales 2008.
- En 2007, 580 000 personnes affiliées à l'ATEXA en métropole.
- Les prestations et les cotisations maladie des salariés agricoles en 2008.
- Les prestations et les cotisations sociales de l'assurance accidents du travail des salariés agricoles.
- Les personnes inscrites au RNIAM au 2 janvier 2009 : stabilité par rapport à janvier 2008.
- Bilan bucco-dentaire des enfants de sept ans au régime agricole.
- La prévalence des ALD au 31 décembre 2007.

- Personnes protégées en AMEXA au 1er juillet 2008.
- Personnes inscrites au RNIAM au 2 avril et au 2 juillet 2009.
- Personnes protégées au régime des salariées au 1er juillet 2008.
- Bilan bucco-dentaire des enfants de 7 ans ; rapport d'évaluation.
- Les personnes inscrites au RNIAM au 2 janvier 2010 : 3,5 millions de personnes protégées pour le risque maladie au régime agricole.
- Les personnes protégées pour le risque maladie au régime des non-salariés agricoles : 1,7 million de personnes au 1er juillet 2009.
- Des dépenses de soins de ville en légère progression en novembre 2009 au régime agricole en données corrigées des jours ouvrés.
- En 2009, les participations forfaitaires et les franchises médicales se sont élevées à 105 millions d'euros au régime agricole.
- Une progression très modérée des dépenses de soins de ville en décembre 2009 au régime agricole en données corrigées des jours ouvrés.
- Ralentissement de la hausse des remboursements des soins de ville au quatrième trimestre 2009 par rapport au trimestre précédent (en données CVS-CJO).
- En 2009, 707 000 patients ont atteint le plafond annuel des franchises médicales au régime agricole.
- A fin décembre 2009, 92 % des consultations remboursées ont été dispensées dans le cadre du parcours de soins.
- Des dépenses de soins de ville qui restent modérées en janvier 2010 au régime agricole en données corrigées des jours ouvrés.
- Croissance modérée des dépenses de soins de ville en février 2010 au régime agricole en données corrigées des jours ouvrés.
- Des dépenses de soins de ville qui progressent en mars 2010 au régime agricole en données corrigées des jours ouvrés.
- Baisse des remboursements des soins de ville du régime agricole au premier trimestre 2010 par rapport au trimestre précédent (données CVS-CJO).
- Les dépenses de soins de ville progressent de 0,7 % en année complète mobile à fin avril 2010 au régime agricole.
- Poursuite de l'action sur le contrôle des traitements de l'apnée du sommeil par Pression positive continue (PPC).
- Le dénombrement des patients consommant en soins de ville au régime agricole en 2009.
- Les dépenses de soins de ville progressent de 0,4 % en mai 2010 au régime agricole en données corrigées des jours ouvrés.
- L'évolution des montants remboursés des cliniques privées à fin juillet 2010.
- Les dépenses de soins de ville augmentent de 0,1 % en juillet 2010 au régime agricole en données corrigées des jours ouvrés.
- Poursuite de la baisse des remboursements des soins de ville au régime agricole au deuxième trimestre 2010 par rapport au trimestre précédent (données CVS-CJO).
- L'évolution des montants remboursés des cliniques privées à fin août 2010.
- Les dépenses de soins de ville augmentent de 0,2 % en août 2010 au régime agricole en données corrigées des jours ouvrés.
- L'évolution des montants remboursés des cliniques privées à fin septembre 2010.

- Les dépenses de soins de ville augmentent de 0,1 % en septembre 2010 au régime agricole en données corrigées des jours ouvrés.
 - La consommation de psychotropes : un patient sur quatre au régime agricole est concerné en 2009.
 - Hausse des remboursements des soins de ville au régime agricole au troisième trimestre 2010 par rapport au trimestre précédent (données CVS-CJO).
 - Sélection de cantons miroirs.
 - En 2008, près de 30 000 accidents du travail et maladies professionnelles ont été reconnus au régime agricole des non-salariés (ATEXA).
 - En 2009, près de 28 500 accidents du travail et maladies professionnelles ont été reconnus au régime agricole des non salariés (ATEXA).
 - Personnes inscrites au RNIAM au 2 octobre 2009.
 - Les personnes inscrites au RNIAM au 2 janvier 2010
 - Les personnes protégées non salariées et salariées au 1er juillet 2009
 - Personnes inscrites au RNIAM en avril et mai 2010.
 - Tableau de bord du RNIAM en avril et juillet 2010.
 - Personnes protégées non salariées au 1er juillet 2010
 - Personnes inscrites au RNIAM au 2 octobre 2010
 - Tableaux de bord de l'assurance maladie d'octobre 2009 à octobre 2010
 - Statistiques mensuelles maladie d'octobre 2009 à novembre 2010
 - Statistiques maladie cumul 2009
 - Tableau de bord du médicament MédicMSA 2008 et 2009.
 - Tableau de bord de la liste des produits et prestations remboursables 2009 (LPP).
 - Approche statistique des risques professionnels des non-salariés agricoles. Données nationales 2008.
 - Approche statistique des risques professionnels des salariés agricoles. Données nationales 2008.
 - Les décès des non-salariés agricoles suite à un accident du travail ou une maladie professionnelle en 2006, 2007 et 2008. Données nationales.
 - Les décès des salariés agricoles suite à un accident du travail ou une maladie professionnelle en 2006, 2007 et 2008. Données nationales.
- **Retraites agricoles**
- Les cotisants et les retraités en assurance vieillesse agricole en métropole en 2008.
 - Les cotisants et les retraités au régime complémentaire obligatoire des non-salariés agricoles en 2008.
 - Les retraités du régime des salariés agricoles en 2008.
 - Le montant des majorations des petites retraites des non-salariés agricoles est estimé à 60 millions d'euros en 2009.
 - Fléchissement du nombre d'attributions de retraites au régime des non-salariés agricoles en 2008.
 - Poursuite de la hausse du nombre d'attributions de retraites au régime des salariés agricoles en 2008
 - Les cotisants et les retraités en assurance vieillesse agricole en métropole.
 - Les cotisants et les retraités au régime complémentaire obligatoire des non-salariés agricoles en 2008.

- Déséquilibre démographique divergeant pour le risque vieillesse dans les quatre principaux régimes sociaux.
- L'espérance de vie des retraités des régimes des non-salariés et des salariés agricoles.
- Le montant des majorations des petites retraites des non-salariés agricoles est estimé à 73 millions d'euros en 2009.
- Tableau de bord retraite des non-salariés agricoles 2009

■ Familles agricoles

- Les trois minima sociaux de la branche famille au régime agricole au 30 juin 2007
- Les familles bénéficiaires des prestations légales de la branche famille au régime agricole en décembre 2007
- Les prestations dédiées à la petite enfance au régime agricole en décembre 2007
- Annuaire statistiques résultats nationaux famille, logement et RMI de 2003 à 2007.
- Les prestations dédiées à la petite enfance au régime agricole fin 2009.
- Les familles bénéficiaires des prestations légales de la branche famille au régime agricole, en décembre 2009.

■ Précarité

- Le revenu de solidarité active au régime agricole en juin 2008 à titre d'expérimentation
- En décembre 2009, 42 000 foyers avaient un droit ouvert au titre du revenu de solidarité active (RSA) au régime agricole.
- Le Revenu de solidarité active (RSA) au régime agricole à fin juillet 2010.
- Le tableau de bord du RSA janvier à septembre 2010
- La pauvreté en milieu agricole : synthèse de l'enquête revenus fiscaux et sociaux 2007

■ Economie agricole

Salariés

- Tableau de bord salariat trimestriel du 1^{er} trimestre 2008 au 1^{er} trimestre 2009
- Tableau de bord salariat annuel 2008
- Tableau de bord salariat par région (annuel)
- Tableau de bord des groupements d'employeurs national et régionaux 2008
- Le recours aux heures supplémentaires et complémentaires (dispositif TEPA) au régime agricole en 2008.
- Confirmation de la baisse du salariat agricole au 1^{er} semestre 2009.
- Le dynamisme des entreprises paysagistes en 2008.
- Les femmes dans l'agriculture au 1^{er} janvier 2008.
- Le recours aux heures supplémentaires et complémentaires (dispositif TEPA) au régime agricole en 2008.
- Le dynamisme des entreprises paysagistes en 2008.
- Tableaux de bord de l'emploi salarié des 1^{er} et 2^{ème} trimestres 2008.
- Tableaux de bord de l'emploi salarié des 3^{ème} et 4^{ème} trimestre et de l'année 2008
- Tableaux de bord de l'emploi salarié 2008 par région.

- Le dynamisme des groupements d'employeurs de 2002 à 2008.
- Légère reprise de l'emploi agricole au 2^e trimestre 2009.
- La part des heures supplémentaires et complémentaires s'accroît dans un contexte de ralentissement de la baisse du nombre d'heures travaillées au 2^e trimestre 2009.
- L'économie sociale au sein du régime agricole en 2009.
- Hausse des heures supplémentaires et complémentaires au troisième trimestre 2009.
- Régression de l'emploi agricole au 4^e trimestre 2009.
- Baisse des heures supplémentaires et complémentaires au quatrième trimestre 2009 après une hausse continue aux trois trimestres précédents.
- Salariat agricole au 1^{er} trimestre 2010 : la contraction de l'emploi se confirme
- Reprise confirmée de l'emploi agricole au 3^e trimestre 2009.
- La conchyliculture en 2009.
- Tableau de bord des groupements d'employeurs 2002 à 2008.
- Tableau de bord du salariat du 1^{er} trimestre 2009.
- tableau de bord des entreprises de travaux agricoles, ruraux et forestiers.
- Le retournement conjoncturel touche l'emploi des salariés
- Tableau de bord des coopératives d'utilisation des matériels agricoles.
- Tableau de bord du salariat du 2^e trimestre 2009.
- Tableau de bord du salariat agricole du 4^e trimestre 2009 et annuel 2009.
- Tableau de bord du salariat agricole par région en 2009
- Tableau de bord du salariat du 1^{er} trimestre 2010.

Non salariés

- Tableau de bord des non-salariés 2009
- Tableau de bord des non-salariés 2008
- Tableau de bords régionaux des non-salariés 2009
- Tableaux de bord régionaux des non-salariés 2008
- Etats des non-salariés agricoles 2009
- Etats des non-salariés agricoles 2008
- Les femmes dans l'agriculture au 1^{er} janvier 2008.
- Evolution de la démographie et des assiettes de cotisations des chefs d'exploitation en 2008.
- Les femmes dans l'agriculture au 1^{er} janvier 2008.
- Tableaux de bord des NSA 2008 national et régionaux.
- Tableaux de bord régionaux des non-salariés en 2007.
- Le dynamisme des groupements d'employeurs de 2002 à 2008.
- Chiffres repères : l'emploi des non-salariés agricoles en 2008.
- Les femmes non salariées dans l'agriculture au 1^{er} janvier 2008.
- Evolution de la démographie et des assiettes de cotisations des chefs d'exploitation en 2009.
- Les chefs d'exploitation handicapés en 2008.
- Baisse du nombre de cotisants de solidarité en 2009.

- La 5ème vague du baromètre de conjoncture agricole développé par la FNSEA est disponible.
- Le nombre d'installations en agriculture chute de plus de 17 % entre 2008 et 2009. Constats, conséquences et premières explications.
- La conchyliculture en 2009.
- Tableau de bord des groupements d'employeurs 2002 à 2008.
- La population des exploitants agricoles en 2008.
- La population des exploitants agricoles en 2009.

■ **Financement**

- Les prestations et les cotisations sociales du régime des non-salariés agricoles en 2008.
- Les prestations et les cotisations maladie des non salariés agricoles en 2008.
- Les prestations et les cotisations de la branche famille au régime des non-salariés agricoles en 2008.
- Les prestations et les cotisations vieillesse du régime des non-salariés agricoles en 2008.
- Les prestations et les cotisations RCO en 2008.
- Les prestations et les cotisations sociales liées à l'assurance des accidents du travail des non-salariés agricoles.
- Les prestations et les cotisations sociales du régime des salariés agricoles en 2008.
- Les prestations et les cotisations maladie des salariés agricoles en 2008.
- Les prestations et les cotisations vieillesse du régime des salariés agricoles en 2008.
- Les prestations et les cotisations de la branche famille au régime des salariés agricoles en 2008.
- Les prestations et les cotisations sociales de l'assurance accidents du travail des salariés agricoles.
- Population de bénéficiaires et de cotisants au régime des non-salariés agricoles : perspectives 2009-2013.
- Perspectives démographique et financière du régime des non-salariés agricoles.
- Perspectives démographique et financière du régime des salariés agricoles.

■ **Annuaire statistiques**

- Chiffres utiles MSA édition 2009
- Annuaire statistique Populations 2008
- Annuaire statistique Populations 2007
- Annuaire statistique Résultats nationaux famille, logement et RMI 2007
- Annuaire statistique Résultats nationaux famille, logement et RMI 2005 et 2006
- Chiffres repères: l'emploi des salariés agricoles en 2008
- Chiffres repères : l'emploi des non-salariés agricoles 2009
- Chiffres repères: l'emploi des non-salariés agricoles 2008
- Chiffres repères : l'emploi des salariés agricoles en 2009
- Annuaire statistiques populations 2007 et 2008.
- Chiffres utiles édition 2010 : version nationale.
- Chiffres utiles édition 2010 de Caisses de MSA.
- Annuaire statistique des accidents du travail des NSA en 2008

**Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche
 Direction générale pour la recherche et l'innovation
 Sous-direction des systèmes d'information et des études statistiques
 Département des études statistiques - Pôle Recherche**

1. Exposé de synthèse

En 2012, l'activité du Pôle Recherche du Département des études statistiques se concentrera autour de l'amélioration de la qualité que ce soit en termes méthodologiques qu'en termes de mise à disposition de l'information (délais, chiffrages provisoires et définitifs,...), des bilans qualité des enquêtes R&D seront poursuivis sur cette même période.

Le Pôle Recherche prend en compte les phénomènes émergents (multiplication des filiales de valorisation des universités, structuration de nouvelles industries de haute technologie comme les biotechnologies, la place des entreprises multinationales et des groupes...). En 2011/12, des travaux spécifiques sur l'observation de la recherche des établissements d'enseignement supérieur seront menés.

2. Travaux nouveaux pour 2012

2.1 Enquêtes nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à l'année

- **Enquête spéciale sur les chercheurs et ingénieurs R&D dans les entreprises**

Cette enquête biennale vient compléter l'enquête principale auprès des entreprises et interroge sur les caractéristiques des chercheurs de l'entreprise (structure d'âge, de diplômes, nationalité, mouvement d'entrée, sortie de la fonction recherche des entreprises). Au premier semestre 2012, la collecte sur l'exercice 2011 sera lancée.

- **Etude d'opportunité d'une enquête sur la recherche dans les pôles de compétitivité**

L'opportunité et la faisabilité d'une collecte d'information sur la recherche des entreprises au sein des pôles de compétitivité et les collaborations qu'elle entraîne sont à l'étude pour la période 2011/12. Une réflexion commune sera engagée avec les partenaires du MESR (ANR, Oséo,...) et les autres observateurs économiques (DGCIS, DATAR, DGTPE) de manière à définir les objectifs d'une telle enquête.

2.2 Nouvelles exploitations de systèmes d'information ou de collectes sous statut administratif

- **Enquête sur les ressources globales R&D des universités**

Cette enquête menée auparavant par la direction de la recherche est réalisée par l'équipe statistique Recherche depuis 2005. Compte tenu des changements intervenus dans l'organisation du système Enseignement Supérieur Recherche (Responsabilités et compétences élargies, globalisation des budgets), l'enquête doit être réaménagée. En 2011/12, des travaux spécifiques sur l'observation des dépenses de recherche des établissements d'enseignement supérieurs viseront à mettre en place des stratégies d'observation, voire un questionnement ad-hoc.

- **Etude pour la mise en place de remontées d'informations individuelles sur les personnels des organismes de recherche publics**

Le projet d'amélioration de l'information sur l'emploi scientifique (AIES) vise la constitution d'un entrepôt de données sur la base d'échanges de données automatisés. Sur ce projet, la sous-direction SIES apporte un soutien technique et méthodologique à la direction générale pour la recherche et l'Innovation du Ministère. Pour 2011/12 un projet « allégé » de remontées d'information sur l'emploi scientifiques des organismes de recherche publics reste à l'étude.

2.3 Travaux statistiques rénovés

- **Enquête sur les ressources globales R&D des universités**

Une révision en profondeur de l'enquête sera faite en 2011/12, afin de se doter d'un outil d'observation de la recherche universitaire plus performant.

3. Opérations répétitives

Enquêtes statistiques au sens de la loi de 1951

33	Enquête sur les moyens consacrés à la recherche et au développement dans les entreprises et les centres techniques professionnels (enquête principale, volet chercheur, volet prévision)	Obligatoire
37	Enquête sur les moyens consacrés à la recherche et au développement dans les associations et les GIP	

Collectes sous statut administratif

35	Les moyens consacrés à la R & D dans les organismes publics et services ministériels
36	La recherche dans les CHU et centres de lutte contre le cancer (CLCC)
21	Les ressources globales auprès des établissements d'enseignement supérieur
15	Les budgets R&T des collectivités territoriales
38	Les objectifs socio-économiques des crédits budgétaires Recherche de la MIRE (Mission interministérielle Recherche et Enseignement supérieur)

4. Allègement de la charge statistique

4.1 des entreprises

Pour les enquêtes sur la R&D auprès des entreprises, dès 2010 l'accélération de la dématérialisation des réponses, grâce au site Internet dédié a été radicale. Ainsi l'enquête lancée en avril 2010 n'a pas donné lieu à envoi de questionnaire papier. L'impact de cette initiative sur le taux de réponse dématérialisée sur l'exercice 2009 a été de taille puisque que plus de 85% des réponses ont été faites via l'outil de réponse en ligne (contre 30% sur l'exercice 2008). Ce chiffre est d'autant plus impressionnant que le taux de réponse global à l'enquête dépasse les 90%.

Les modalités de réponses « groupées » dans le cas de grandes entreprises ou de groupes sont étudiées au cas par cas.

4.2 des collectivités territoriales

L'enquête administrative sur les budgets Recherche & Technologie des collectivités territoriales de métropole et d'outre-mer, réalisée par l'équipe statistique Recherche depuis 2003, est désormais stabilisée (taux de réponse à 100% pour les régions et les départements).

La dématérialisation de l'interrogation est en place depuis 2010, la réponse se fait en grande partie par échange de fichiers.

5. Aspects particuliers du programme 2011

5.1 Aspects régionaux et locaux

Une enquête permet de connaître les dépenses des régions et départements en matière de R&D. La DIRD (Dépense intérieure de recherche-développement) et les effectifs de chercheurs sont ventilés par région.

Des cartes sont disponibles sur le site REPERES (voir ci-dessous).

Initié en 2009, un « kit Recherche » développé dans le cadre du COPAR pour étendre l'offre de données régionales a été remis à jour fin 2010 et mis à disposition des DR de l'Insee. Il inclut de nouveaux indicateurs régionaux.

Enfin, la création des pôles de compétitivité et des différentes structures de recherche prévues dans la loi d'orientation de la recherche va accroître la demande de données régionales ou locales.

Contribution à l'outil de restitution d'indicateurs généraux sur la R&D en région (outil PAP-ESR).

5.2 Aspects environnement

L'enquête sur la R&D auprès des entreprises leur demande de préciser le pourcentage de leurs dépenses de recherche en matière d'environnement.

L'enquête auprès des acteurs ou financeurs publics sur les objectifs socio-économiques de leur recherche distingue un poste « environnement ».

Les enquêtes R&D dans leur ensemble permettent de répondre aux attentes de chiffrages sur l'environnement.

5.3 Aspects européens

La SIES est tenue par un règlement européen de fournir les grands agrégats concernant la recherche (DIRD, DNRD, ...) concernant l'année N au mois de juin de l'année N+2.

Comme cela est indiqué dans les orientations à moyen terme, l'élaboration d'indicateurs sur la recherche fera l'objet d'une grande vigilance de la part de la SIES, en liaison avec les directions concernées. Cette vigilance portera non seulement sur les aspects techniques mais aussi, et d'abord, sur le fond, car les indicateurs adoptés révéleront la conception de la recherche qui prévaudra au niveau européen et ils auront finalement un impact sur les politiques suivies.

6. Publications

Ont été publiés :-:

'Jaune' budgétaire sur l'État de la recherche : la cinquième partie de l'annexe au PLF (Rapport sur les politiques nationales de recherche et de formations supérieures – dit « Jaune budgétaire ») analysant l'effort de recherche et développement en France, dans le monde et les activités des régions en la matière. - août

Les Notes Recherche :

- Dépenses de recherche et développement en France en 2008 Premières estimations en 2009
- Dépenses de recherche et développement en France en 2007 Premières estimations en 2008
- R&D : le potentiel des entreprises de taille intermédiaire
- Les coopérations public-privé pour innover
- La recherche en Biotechnologie des entreprises implantées en France entre 2000 et 2004.
- L'innovation dans les entreprises ayant une activité interne de R&D
- L'externalisation de la R&D : quel arbitrage entre sous-traitance et coopération ?
- Les configurations régionales des activités de recherche et développement en France en 2003

Les dossiers

- Recherche & Développement en France : Résultats 2002, estimations 2003

Revue "Éducation et formation" : Les Biotechnologies

Repères et références statistiques – septembre

Etat de l'enseignement supérieur et de la recherche - décembre**Pour mémoire : sites Internet**

Les publications de la sous-direction SIES actualités et archives sur le site du ministère, rubrique « statistiques » (accès rapide) : <http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr>

REPÈRES : Ressources Pour une Economie de la REcherche et de la Science : mise à disposition des résultats d'enquêtes, <http://cisad.adc.education.fr/reperes/>

7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi
Expertise de la base de sondage de l'enquête R&D auprès des entreprises	Depp (puis SIES) Département SSE de l'Insee	2009 / 2010	Le champ d'observation a été étendu aux entreprises d'au moins 0,1ETP de chercheurs.	FAIT
Aménagements des calendriers d'enquêtes en vue de produire des chiffres provisoires pour les RAP et PAP (Lolf)	DEPP (puis SIES)	2009 / 2010		Fait pour l'enquête Entreprises
Constitution d'un répertoire unités mixtes de recherche publique	DEPP - Département SSE de l'Insee	2011	Intégré dans le projet de répertoire national des structures de recherche piloté par la sous-direction SIES.	Projet intégré dans le cadre de cohérence SI Recherche (DGRI).
Elargissement de l'enquête R&D aux services	DEPP	-	Le champ compte déjà les services. L'expertise de la base de sondage a confirmé qu'ils sont correctement représentés.	FAIT
Amélioration de l'information sur l'emploi scientifique	SIES et Ministère Recherche	2011 2012	Premier exercice Mise en routine	

**MINISTÈRE DU BUDGET, DES COMPTES PUBLICS, DE LA FONCTION
PUBLIQUE ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT**
- Direction générale des douanes et droits indirects
. Département des statistiques et études économiques

1. Exposé de synthèse

Au cours des dernières années, le DSEE a largement été mobilisé autour de plusieurs gros chantiers : la simplification des procédures douanières, allant de pair avec un gros travail d'estimation des données manquantes ; la réforme de la chaîne de collecte statistique ; l'extension de l'offre de diffusion et le contrôle de sa pertinence via des enquêtes de satisfaction.

- **Les simplifications des procédures douanières** ont beaucoup avancé. La dématérialisation des procédures douanières, qui a représenté le principal axe de simplification, sera quasiment achevée en 2011. Le seuil statistique, à partir duquel les échanges sont comptabilisés, fixé à 150 000 euros jusqu'en 2010, a été relevé à 460 000 euros au 1^{er} janvier 2011, ce qui a conduit à exonérer de toute déclaration environ 26 000 entreprises. Le système déclaratif est ainsi devenu plus lisible, avec un seul niveau d'obligation (contre quatre niveaux auparavant). Il sera difficile d'aller au-delà sans toucher à la qualité même des statistiques.
- **La réforme de la chaîne de collecte** des données sur le commerce extérieur visant à simplifier les processus de corrections et en assurer une meilleure traçabilité est bien engagée. Les centres de collecte ont été réorganisés pour tenir compte de la dématérialisation. 2011 devrait voir notamment le démarrage d'une analyse de risque destinée à hiérarchiser les contrôles, qui se mettra progressivement en place dans le réseau statistique.
- **L'offre de diffusion a été également notablement enrichie.** Début 2011 a vu le lancement d'un nouveau produit de cartographie régionale à l'exportation, à la demande expresse du secrétaire d'Etat au commerce extérieur. Des études sur des thèmes d'actualité du commerce extérieur ont également été diffusées de manière large. Par ailleurs, des enquêtes de satisfaction du site internet et auprès des abonnés ont été réalisées, montrant par la même la pertinence des choix réalisés.

Si le programme de simplification est bien avancé, les deux autres chantiers ne sont pas encore totalement arrivés à maturité et les acquis doivent être consolidés. Dans ces conditions **la poursuite de la mise en place d'un processus qualité constitue une priorité du département.** A ce titre, plusieurs axes de travail seront privilégiés en 2012 :

- La mise en place de procédures et d'indicateurs afin d'assurer un meilleur suivi de la collecte et des contrôles, mais aussi du traitement des données et de la diffusion.
- La réflexion sur l'articulation entre secret douanier et secret statistique, s'agissant de la diffusion de données individuelles d'entreprises concernant les échanges commerciaux.
- La documentation des procédures existantes, tant dans le domaine des bases de données individuelles, que des travaux d'estimation des données manquantes et de comptage des opérateurs du commerce extérieur.

Parallèlement, **l'offre de diffusion relative aux opérateurs du commerce extérieur sera étendue.** Le suivi de la population des exportateurs et importateurs constitue notamment un enjeu important, d'autant qu'il constitue une priorité de l'action gouvernementale.

2. Travaux nouveaux pour 2012

2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

Les enquêtes de satisfaction, mises en place les années précédentes, seront réalisées en continu. Sinon, aucune enquête nouvelle n'est envisagée.

2.2. Exploitations nouvelles ou renouvelées de fichiers administratifs pour 2012

En 2011, le relèvement des seuils déclaratifs a conduit à revoir les méthodes d'estimation des données manquantes, en s'appuyant notamment sur les données fiscales CA3 issues de la DGFIP, par nature exhaustives. Ces données étant néanmoins de qualité inégale, le département verra dans quelle mesure il est possible d'utiliser les données CA3 corrigées par l'Insee pour améliorer son dispositif.

2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou renouvelés prévus pour 2012

Selon l'état d'avancement de Resane, les études sur les opérateurs du commerce extérieur pourront être approfondies pour tenir compte de la notion de branche opérationnelle du groupe.

3. Opérations répétitives

Depuis le 1^{er} janvier 1993, la balance commerciale de la France est établie à partir de l'exploitation de deux documents : la déclaration en douane, intitulée le document administratif unique (DAU), pour les échanges de marchandises avec les pays tiers, la déclaration d'échanges de biens (DEB) pour les échanges réalisés au sein de l'Union européenne.

La douane publie douze numéros mensuels du chiffre du commerce extérieur, des analyses trimestrielles, un bilan annuel accompagné de fiches sectorielles et géographiques, ainsi que des résultats annuels détaillés (valeur, masse et unités) par pays et nomenclature combinée de produits (9 300 postes). Depuis l'automne 2008, ce dispositif est complété par une nouvelle série de publications, intitulée « Etudes et éclairages », qui propose un zoom sur des sujets d'actualité (les échanges agroalimentaires, l'excédent des déchets...). Entre 8 et 10 numéros sont publiés chaque année. Depuis 2011, une cartographie du commerce extérieur est également disponible sur le site.

Opérations répétitives	Unité responsable	Observations
Enquêtes		
Satisfaction du site internet	Diffusion	
Satisfaction des abonnés	Diffusion	
Exploitation de fichiers administratifs		
Douanes	Etudes et diffusion	
Données fiscales DGFIP	Etudes et diffusion	
Autres travaux répétitifs		
Etudes diverses	Etudes et diffusion	
cartographie	Diffusion	

4. Allègement de la charge statistique des entreprises

A compter du 1er juillet 2010, la dématérialisation est devenue obligatoire pour les opérateurs déclarant plus de 2,3 millions d'euros par an. En moyenne en 2010, plus de 95% des lignes déclarées le sont sous forme dématérialisée et les entreprises se voient proposer des outils et logiciels clés en main dans leur démarche vers le zéro papier.

2011 a vu une nouvelle augmentation significative des seuils déclaratifs, à partir desquels les entreprises sont dispensées de déclarations. Un tiers des entreprises existantes ont été ainsi exonérées de toute obligation déclarative, et les exigences vis-à-vis d'un grand nombre de petits opérateurs ont été allégées.

5. Aspects particuliers du programme 2012

5.1. Aspects « Territoires »

Si les statistiques régionales et locales continuent d'être établies selon le seul critère de départ ou d'arrivée de la marchandise, la cartographie des entreprises exportatrices se base quant à elle sur la localisation du siège social de l'opérateur.

5.2. Aspects « environnement et développement durable »

La statistique douanière ne traite pas de questions environnementales. Des études sur les échanges d'écoproduits et de déchets ont néanmoins été réalisées, avec l'appui du Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire.

5.3. Aspects « évaluation des politiques publiques »

Néant.

5.4. Aspects « européens »

L'ensemble des statistiques douanières sont transmises tous les mois, au plus tard 40 jours après la fin du mois observé, sous le format Gesmes préconisé, à Eurostat, qui les compile pour ses besoins propres et ceux de la Banque centrale européenne.

La Douane continuera à suivre attentivement les travaux d'Eurostat. Elle participera régulièrement au comité Intrastat/Extrastat et aux différents groupes de travail qui en émanent (notamment nomenclature, qualité et méthode). Par ailleurs, en 2012, le débat sur les dispositions d'application du code des douanes modernisé se poursuivra. Compte tenu des simplifications envisagées (déclaration centralisée dans l'UE, notamment), les décisions prises pourraient avoir un impact sur la statistique. La réflexion sur la simplification d'Intrastat se poursuivra, via notamment les exercices de réconciliation. En même temps, Eurostat souhaite développer une expertise conjointe sur les services et reverra son organisation en ce sens.

6. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi
Dématérialisation de la collecte	Production Réglementation	Objectif zéro papier en 2013.	Dédouanement presque entièrement dématérialisé.	Dématérialisation de la DEB réalisée à plus de 95%.
Réforme de la chaîne de collecte	Production Diffusion	Achevée fin 2011 début 2012.	Réforme engagée en 2004. Il s'agit de revoir les contrôles de la chaîne dans une optique qualité.	Comités de pilotage réguliers.
Simplifications	Transversal		Suite au relèvement des seuils communautaires, révision de l'estimation des données manquantes.	Méthodes d'estimation à stabiliser et documenter.
Amélioration de la qualité	Transversal	En continu.	Domaines : satisfaction, comparabilité, accessibilité, documentation des procédures.	
Développement des études et diffusion	Etudes Diffusion CRS	Au moins 8 numéros d'études et éclairages par an. Documentation méthodologie des opérateurs du commerce extérieur		Aménagement du site internet à la vue des enquêtes de satisfaction. Indicateurs de suivi de la population des opérateurs du commerce extérieur.

7. Diffusion des travaux

La diffusion des travaux statistiques sur le commerce extérieur passe par quatre vecteurs principaux :

- dossier ou notes d'analyse disponibles sur papier ;
- diffusion sur le site Internet « lekiosque », qui est intégré dans le portail de la statistique publique ;
- abonnements électroniques personnalisés ;
- productions lourdes diffusées sous forme de CD-Rom.

En 2012, l'offre de diffusion sera rationalisée, en lien avec le Centre d'exploitation informatique de Toulouse (DNSCE), qui assure les productions lourdes. Parallèlement, la diffusion par Internet sera revue à la lecture des résultats des enquêtes de satisfaction. Comme par le passé, les notes d'analyse seront systématiquement mises en ligne, de même que les documents méthodologiques.

Liste des publications diffusées effectivement en 2009-2010

Titre(s) et lien(s)	Type de diffusion selon la codification*	Enquêtes concernée(s) (intitulé et date)	Date de la diffusion	Remarques
Alimentation mensuelle des comptes nationaux et d'Eurostat	1		mensuel	
Livraison de fichiers détails	2			INSEE, CEPII, Agriculture
Cartographie du commerce extérieur http://lekiosque.finances.gouv.fr/appchiffre/Etudes/cadre_carto.asp	2		08/02/2011	
Analyses conjoncturelles et études http://lekiosque.finances.gouv.fr/appchiffre/Etudes/cadre_etude.asp	3			

* type de diffusion

- 1 - Alimentation de processus aval *comptes nationaux, Eurostat, bases multisources...*
- 2- Données détaillées, *bases de données, fichiers détail tout public ou public spécifique (chercheurs, collectivités...)...*
- 3 - Chiffres clés, principaux résultats *"4 pages", indicateurs, indices...*
- 4 - Synthèses, analyses publications de références, éventuellement multisources:::
- 5 - *Valorisation, communication site internet dédié, séminaire, conférence...*

BANQUE DE FRANCE**- Direction générale des activités fiduciaires et de place****. Direction des entreprises****1. Exposé de synthèse**

Les travaux de la direction des entreprises servent principalement à accomplir deux objectifs de la Banque de France, la connaissance des conditions de financement des entreprises, s'intégrant aux études du domaine monétaire, et la surveillance de la stabilité financière grâce aux études sur le risque de crédit.

Ces travaux sont menés sur les données collectées et gérées par la direction des entreprises : états comptables, événements judiciaires et marquants, restructurations, liens financiers, incidents de paiements sur effets de commerce, encours d'engagements des banques (Centrale des risques).

2. Travaux nouveaux pour 2012**2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an**

Néant

2.2. Exploitations nouvelles ou renouvelées de fichiers administratifs pour 2012

Néant

2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou renouvelés prévus pour 2012

Néant

3. Opérations répétitives**3.1. Enquêtes**

Néant

3.2. Exploitation de fichiers administratifs

Néant

3.3. Autres travaux

Depuis le début 2010, l'Observatoire des entreprises publie chaque début de mois deux stats infos sur son site.

L'un concerne l'évolution des défaillances. Chaque mois, le fichier bancaire des entreprises (FIBEN) permet d'établir les statistiques provisoires (dans un délai d'un mois plein) et définitives (dans un délai de deux mois) du nombre de défaillances d'entreprises, par secteur d'activité et taille. Les données définitives sont désaisonnalisées et complètent les données brutes en glissement sur 12 mois. L'impact économique des défaillances est analysé à partir des données comptables et des encours de crédit.

L'autre concerne l'évolution du crédit aux entreprises. La Centrale des risques de la Banque de France recense les crédits de différents types accordés par les banques. Toute banque doit déclarer chaque mois ses crédits à une entreprise dès lors qu'ils atteignent au moins 25 000 euros. Les crédits sont ventilés par secteur d'activité, par taille d'entreprise, par catégorie juridique, et par bénéficiaire (résidents ou non-résidents). Sont distingués les crédits mobilisés, effectivement empruntés, des lignes mobilisables ouvertes aux entreprises, ainsi que les différentes catégories de crédit (découverts, affacturage...). Ces statistiques sur les encours de crédits sont actuellement publiées sur la base des unités légales. Dans le courant de l'année 2011, des séries seront constituées sur la base

de la nouvelle définition des entreprises du décret de 2008, ce qui rendra les séries publiées par secteur plus fiables.

L'Observatoire des entreprises a par ailleurs rénové l'étude sur la situation des entreprises industrielles en l'étendant à l'ensemble de l'économie à partir des données bilantielles portant sur l'année N-1 de la base Fiben. Une étude sur les PME est publiée dans le bulletin trimestriel de septembre de l'année N, et une étude sur l'ensemble de l'économie sort dans le bulletin de décembre de la même année. Depuis 2009, en application de la définition statistique de l'entreprise figurant dans le décret de décembre 2008, trois nouvelles populations ont été distinguées : les PME, les ETI et les grandes entreprises. D'autres informations mensuelles sont aussi mobilisées : incidents de paiement, centralisation des risques, défaillances.

L'évolution des délais de paiement et du crédit interentreprises est suivie et fait l'objet d'un dossier statistique publié par la Banque de France à l'automne sur son site internet et d'une étude publiée en fin d'année. La Banque de France est d'autre part rapporteur de l'Observatoire des délais de paiement, réactivé depuis septembre 2006. Le quatrième rapport a été publié en décembre 2009 et le cinquième devrait être remis au ministre au printemps 2011. La Banque de France participe à cet égard à l'évaluation de l'impact de la réduction des délais de paiement mise en œuvre par la loi de modernisation économique (août 2008). Depuis fin 2010, les statistiques sont publiées en nouvelle NAF et selon la définition des entreprises du décret de décembre 2008.

4. Allègement de la charge statistique des entreprises

La Banque de France a renoncé, depuis 2010, à collecter des données comptables et financières spécifiques auprès d'un échantillon d'environ 20 000 entreprises adhérentes à la Centrale de bilans. Les travaux qui étaient réalisés à partir de cette base le seront désormais à partir de l'ensemble des 250 000 entreprises auprès desquelles la Banque de France collecte la documentation comptable, moyennant une adaptation des méthodes de traitement utilisées jusqu'à présent.

La modernisation de la collecte des bilans auprès des entreprises (automatisation et dématérialisation de la collecte) est désormais achevée. Ce projet allège les charges déclaratives des entreprises à l'égard de la Banque de France. Il a concerné en 2010 environ 30 000 bilans et devrait s'appliquer à terme à l'essentiel des 250 000 entreprises visées ci-dessus.

5. Aspects particuliers du programme 2012

5.1. Aspects « régionaux et locaux »

Néant.

5.2. Aspects « environnement et développement durable »

Néant

5.2. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques »

Néant

5.3. Aspects européens

La Banque de France a participé à la fondation de la base de données des comptes harmonisés BACH au niveau européen. Plusieurs groupes de travail poursuivent leurs travaux sous l'égide du Comité européen des centrales de bilans (ECCBSO) sur les activités suivantes :

Base de ratios sectoriels harmonisés sous forme de distribution dans chaque pays (base RSE)

Étude de l'impact sur les bases de données des nouvelles normes comptables IAS et travaux sur les comptes consolidés de plusieurs pays européens

Travaux sur les méthodes d'analyse du risque de crédit

Depuis l'été 2010, la Banque de France a repris, pour le compte de l'ECCBSO, la gestion et la mise à disposition des données BACH et RSE sur son site internet : <http://www.bachesd.banque-france.fr/>.

6. Diffusion des travaux

L'ensemble des travaux de la direction des entreprises, statistiques, stat infos et études sont regroupés en cinq thèmes et disponibles sur le site internet de la Banque de France :

<http://www.banque-france.fr/fr/statistiques/economie/economie-entreprises/economie-entreprises.htm>

La direction des entreprises prévoit en outre de mettre en ligne courant 2011 un nouveau stat info regroupant diverses informations concernant les PME.